Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA U



DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Martedi, 20 aprile 1965

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUDBLICAZIONE CELLE LEGGI E CECREYI - TEL. 650-139 652-361 Amministrazione presso l'istituto foligrafico dello stato - libreria dello stato - fiazza giuseppe verdi, 10, roma - centralino 8568

LEGGE 6 marzo 1965, n. 257.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione istituente l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (ESRO), con Protocolli annessi, firmata a Parigi il 14 giugno 1962.

LEGGE 6 marzo 1965, n. 258.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione istituente l'Organizzazione europea per lo sviluppo e la costruzione di vettori spaziali (ELDO), con Protocolli annessi, firmata a Londra il 29 marzo 1962.

LEGGE 6 marzo 1965, n. 259.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale sull'olio d'oliva 1963, adottato a Ginevra il 20 aprile 1963.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 6 marzo 1965, n. 257.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione istituente la Organizzazione europea di ricerche spaziali (ESRO), con Protocolli annessi, firmata a Parigi il 14 giugno 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione istituente l'Organizzazione euro-14 giugno 1962, con Protocollo finanziario e Protocollo relativo al finanziamento per i primi otto anni.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione e ai Protocolli indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità all'art. 21 della Convenzione stessa.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge di lire 545.000.000 per il periodo 1º luglio-31 dicembre 1964 ed a quello di lire 1.644.500.000 per l'anno finanziario 1965 si provvede rispettivamente:

mediante corrispondente riduzione del fondo speciale iscritto al capitolo 580 dello stato di previsione del Ministero del tesoro relativo al cennato periodo 1º luglio-31 dicembre 1961;

mediante corrispondente riduzione del fondo speciale iscritto nello stato di previsione del predetto Ministero destinato per l'anno finanziario 1965 a far fronte ad oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei une information obtenue en dehors du cadre de l'Ordecreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a ganisation s'il estime une telle communication incomchiunque spetti di osservarla e di farla osservare come patible avec les exigences de sa sécurité, les stipulalegge dello Stato.

Data a Roma, addi 6 marzo 1965

SARAGAT

Moro — Fanfani — Taviani — PIERACCINI — COLOMBO ANDREOTTI — GUI — LAMI STARNUTI - MATTARELLA

Visto, il Guardasigilli: REALE

Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales

Les Etats parties à la présente Convention.

Désireux d'établir, à des fins exclusivement pacifiques, une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales,

Considérant les propositions de la Commission préparatoire instituée par l'Accord ouvert à la signature à Meyrin (Suisse) le premier décembre 1960,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Organisation

- 1. Il est institué par la présente Convention une Organisation européenne de recherches spatiales, ci-après dénommée « l'Organisation ».
- 2. Les Membres de l'Organisation, ci-après dénommés « Etats membres », sont les Etats qui signent et pea delle ricerche spaziali (ESRO) firmata a Parigi il ratifient la présente Convention conformément à l'article XX ainsi que tous autres Etats pouvant y adhérer conformément à l'article XXII.
 - 3. Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.

Article II

But

L'Organisation a pour but d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la collaboration entre Etats européens dans le domaine de la reckerche et de la technologie spatiales.

Article III

Information et données

- 1. Les résultats scientifiques des expériences accomplies avec l'aide de l'Organisation seront publiés ou rendus généralement accessibles de toute autre façon. Après avoir été utilisées par les chercheurs responsables des expériences, les données déponillées, résultant des expériences, seront la propriété de l'Organisation.
- 2. Sous réserve des droits d'invention, les résultats techniques des activités de l'Organisation seront normalement publiés ou rendus généralement accessibles de toute autre façon.
- 3. Les Etats membres faciliteront l'échange d'informations scientifiques et techniques, étant entendu La presente legge, munita del sigillo dello Stato, qu'aucun Etat membre ne sera tenu de communiquer tions de ses accords avec des tiers ou les conditions sous lesquelles il a lui-même acquis cette information.

Article IV

Echanges de personnes

Les Etats membres faciliteront les échanges de spécialistes en matière de recherche ou de technologie spatiales dans la mesure compatible avec l'application à toute personne des lois et règlements concernant l'entrée ou la résidence sur leur territoire, ainsi que la sortie de leur territoire.

Article V

Programme et activités

Pour réaliser ses objectifs, l'Organisation met en œuvre un programme de recherches scientifiques et d'activités techniques qui s'y rapportent. Elle peut notamment:

- a) étudier et construire des charges de fusées-sondes, des satellites et des sondes spatiales, portant des appareils scientifiques fournis par les Etats membres ou par l'Organisation elle-même;
- b) procurer des véhicules de lancement et se charger de leur lancement;
- c) se charger de la réception, du rassemblement, du dépouillement et de l'analyse des données;
- d) contribuer aux travaux de recherche et de développement nécessaires à son programme;
- c) assurer et développer les contacts entre chercheurs et ingénieurs ainsi que les échanges et la formation supérieure de spécialistes;
- f) diffuser des informations parmi les Etats membres;
- g) collaborer avec les institutions scientifiques des Etats membres et contribuer à la coordination de leurs efforts;
- h) conclure des accords pour l'utilisation de bases de lancement de fusées et de satellites ainsi que d'autres installations que les Etats membres ou d'autres Etats pourront mettre à sa disposition.

Article VI

Installations

L'Organisation peut construire les installations nécessaires à l'exécution de son programme et en assurer le fonctionnement. Pour faire face à ses besoins initiaux, elle construira et assurera le fonctionnement des Etablissements suivants:

- a) un Centre européen de technologie spatiale pour entreprendre et faciliter les activités mentionnées à l'article V, a), ainsi que pour promouvoir la recherche technique d'avant-garde et l'étude de problèmes déterminés concernant les recherches spatiales, et y contribuer;
- b) à proximité du Centre mentionné à l'alinéa al ci-dessus, un laboratoire de recherches permettant de réaliser conjointement les programmes de recherches que le Conseil, mentionné à l'article X, considérera comme un minimum indispensable pour exécuter ou compléter les travaux scientifiques entrepris au sein des Etats membres;
- c) des installations pour le lancement de fuséessondes;
- d) un Centre de données et des stations de localisation, de télémesure et de télécommande, possédant l'équipement nécessaire aux tâches mentionnées à l'article V, c).

Article VII

Lancements

- 1. Le programme de l'Organisation comportera le lancement :
 - a) de fusées-sondes;
- b) de petits satellites en orbites proches de la Terre et de petites sondes spatiales;
 - c) de gros satellites et de grosses sondes spatiales.
- 2. Le nombre des engins à lancer sera décidé par le Conseil de manière à permettre l'exécution, dans une mesure raisonnable, d'expériences d'une réelle valeur scientifique préparées par les Etats membres ou par l'Organisation elle-même.

Article VIII

Projets spéciaux

Si un ou plusieurs Etats membres entreprennent, en dehors du plan de travail adopté par l'Organisation, mais dans le cadre de ses buts généraux, un projet pour la réalisation duquel le Conseil décide, à la majorité des deux tiers des Etats membres, d'accorder l'aide de l'Organisation ou de permettre l'usage de ses installations, le montant des dépenses supportées par l'Organisation sera remboursé par l'Etat ou les Etats intéressés.

Article IX

Organes

L'Organisation comprend un Conseil et un Directeur général assisté par un personnel.

Article X

Le Conscil. - Compositions

1. Le Conseil est composé de représentants des Etats membres. Chaque Etat membre est représenté par deux délégués au plus, qui peuvent être accompagnés de conseillers.

Réunions

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an. Sauf décision contraire du Conseil, les réunions ont lieu au Siège de l'Organisation.

Bureau

3. Le Conseil élit pour un an un Président et deux Vice-présidents dont le mandat est renouvelable mais qui, toutefois, ne peuvent être réélus plus de deux fois consécutivement.

Compétence

- 4. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Conseil:
- a) définit la ligne de conduite de l'Organisation en matière scientifique, technique et administrative;
- b) arrête les programmes et les plans de travail annuels de l'Organisation;

- c) détermine tous les trois ans, par une décision unanime des Etats membres, le niveau des ressources qui devront être mises à la disposition de l'Organisation pendant la période triennale suivante;
- d) détermine à titre provisoire tous les trois ans, par une décision unanime des Etats membres, le niveau des ressources pour la période triennale postérieure à la prochaine période triennale;
- c) adopte le budget annuel de l'Organisation, à la majorité des deux tiers des Etats membres et en conformité avec les décisions prises en vertu de l'article III du Protocole financier annexé à la présente Convention;
- f) arrête les dispositions financières de l'Organisation à la majorité des deux tiers des Etats membres;
- g) suit les dépenses et approuve et publie les comptes annuels contrôlés de l'Organisation;
- h) arrête le règlement du personnel à la majorité des deux tiers des Etats membres et décide, à la même majorité, des effectifs du personnel, dans les limites du budget approuvé;
 - i) public un rapport annuel;
- 1) arrête les règles détaillées d'application relatives à l'article III:
- bres conformément aux dispositions de l'article XXII! et des mesures à prendre conformément aux disposi- et dont il détermine les pouvoirs et les responsabilités. tions de l'article XVII en cas de dénonciation de la Convention par un Etat membre;
- 1) prend toute décision concernant la coopération avec les Organisations, Gouvernements et Institutions mentionnés à l'article XIII;
- m) prend toute mesure nécessaire à l'accomplissement des buts de l'Organisation dans le cadre de la présente Convention.

Règles de vote

- 5. a) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.
- b) Un Etat membre n'a pas droit de vote au Conseil si le montant des contributions arriérées qu'il doit à l'Organisation dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice financier courant et l'exercice précédent.
- c) La présence de délégués de la majorité des Etats membres est nécessaire pour que le Conseil délibère valablement.
- d) Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des Etats membres représentés et votants.
- e) Au cours de la huitième année d'existence de l'Organisation, le Conseil examinera les règles de vote stipulées au paragraphe 4, c) et d) du présent article et pourra, par une décision unanime des Etats membres, recommander un amendement de ces règles en tenant compte des circonstances et à la lumière de l'expérience acquise.

Règlement intérieur

6. Le Conseil arrête son règlement intérieur, sous reserve des dispositions de la présente Convention.

Organes subsidiaires

7. Le Conseil peut créer les organes subsidiaires nécessaires à l'accomplissement des buts de l'Organisation. Le Conseil décide de la création de tels organes et en définit les attributions à la majorité des deux tiers des Etats membres.

Article XI

Directeur général et Direction centrale

- 1. a) Le Conseil nomme un Directeur général à la majorité des deux tiers des Etats membres, pour une période déterminée, et il peut mettre fin à son mandat à la même majorité.
- b) Le Directeur général est le fonctionnaire exécutif supérieur de l'Organisation et la représente dans tous ses actes. Tous les Etablissements de l'Organisation sont placés sous son autorité. Pour l'administration financière de l'Organisation, il se conforme aux dispositions du Protocole financier annexé à la présente Convention. Il soumet un rapport annuel au Conseil et prend part aux réunions sans droit de vote.
- c) Le Conseil peut différer la nomination du Directeur général aussi longtemps qu'il le juge nécessaire après l'entrée en vigueur de la Convention ou en cas E) décide de l'admission de nouveaux Etats mem- de vacance unterieure. Le Conseil désigne alors une personne qui agit aux lieu et place du Directeur général
 - 2. Le Directeur général est assisté du personnel scientifique, technique, administratif et de secrétariat jugé necessaire et autorisé par le Conseil.
 - 3. Le personnel est engagé et licencié par le Conseil. sur la proposition du Directeur général. Le recrutement du personnel s'effectue sur la base de la compétence personnelle, en tenant compte d'une répartition adéquate des postes entre les ressortissants des Etats membres. Les engagements et licenciements effectués par le Conseil requièrent une majorité des deux tiers des Etats membres. Le Conseil peut, à la même majorité, déléguer au Directeur général des pouvoirs pour l'engagement et le licenciement. Les engagements sont effectués et prennent fin conformément au règlement du personnel adopté par le Conseil. Les chercheurs qui ne font pas partie du personnel régulier de l'Organisation sont placés sous l'autorité du Directeur général et soumis à toutes règles générales arrêtées par le Conseil.
 - 4. Les responsabilités du Directeur général et des membres du personnel envers l'Organisation sont de caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent demander, ni recevoir d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Les Etats membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités du Directeur général et des membres du personnel et de ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Article XII Contributions financières

- 1. Chaque Etat membre contribue aux dépenses d'immobilisation ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation:
- a) pour la période se terminant le trente-et-un l décembre du deuxième exercice financier complet,

conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention:

- b) ultérieurement, conformément à un barème établi tous les trois ans par le Conseil, à la majorité des deux tiers des Etats membres, sur la base de la movenne du revenu national net, au coût des facteurs, membre désireux de proposer un amendement le notifie de chaque Etat membre pendant les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques. Toutefois,
- i) aucun Etat membre ne sera tenu de payer des contributions dépassant vingt-cinq pour cent du montant total des contributions fixées par le Conseil pour couvrir les frais du programme;
- n) le Conseil peut décider, à la majorité des deux tiers des Etats membres, de réduire temporairement la contribution d'un Etat membre en raison de circonstances spéciales. Lorsque le revenu annuel par tête d'habitant d'un Etat membre sera inférieur à une certaine somme, fixée par le Conseil à la même majorité, ceci sera notamment considéré comme une circonstance spéciale au sens de la présente disposition.
- 2. a) Tout Etat, qui deviendra partie à la présente Convention après le trente-et-un décembre suivant son entrée en vigueur, sera tenu de verser, outre sa contribution aux dépenses futures d'immobilisation et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale aux dépenses d'immobilisation précédemment encourues par l'Organisation. Le montant de cette contribution spéciale sera fixé par le Conseil à la majorité des deux tiers des Etats membres;
- b) les contributions versées conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus serviront à diminuer les contributions des autres Etats membres, à moins que le Conseil ne décide, à la majorité des deux tiers des Etats membres, de leur donner une autre affectation.
- 3. Les contributions dues en vertu du présent article doivent être versées conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention.
- 4. Le Directeur général peut, sous réserve des directives éventuelles du Conseil, accepter des dons et legs faits à l'Organisation, s'ils ne font pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

Article XIII Coopération

L'Organisation peut, sur décision du Conseil prise à l'unanimité, coopérer avec d'autres Organisations ou Institutions internationales, ou avec les Gouvernements, Organisations ou Institutions d'Etats non membres.

Article XIV

Statut juridique et privilèges

- 1. L'Organisation a la personnalité juridique.
- 2. Le statut juridique et les privilèges et immunités de l'Organisation, de ses agents et des représentants des Etats membres seront définis par un Protocole à conclure entre les Etats membres.
- 3. Des accords concernant le Siège de l'Organisation et les Etablissements de l'Organisation à créer conformément aux dispositions de l'article VI seront conclus entre l'Organisation et les Etats membres sur le territoire desquels se trouveront ledit Siège et lesdits Etablissements.

Article XV

Amendements

- 1. Le Conseil peut recommander aux Etats membres des amendements à l'a présente Convention. Tout Etat au Directeur général. Le Directeur général informe les Etats membres de l'amendement ainsi notifié trois mois au moins avant son examen par le Conseil.
- 2. Les amendements recommandés par le Conseil doivent être acceptés par écrit par les Etats membres. Ils entrent en vigueur trente jours après réception par le Gouvernement français des déclarations d'acceptation de tous les Etats membres. Le Gouvernement français informe les Etats membres de la date à laquelle les amendements entrent en vigueur.
- 3. Le Conseil peut, par une décision prise à l'unanimité des Etats membres, amender le Protocole financier annexé à la présente Convention, à condition qu'un tel amendement ne soit pas en contradiction avec les dispositions de la Convention. Ces amendements entrent en vigueur à une date décidée à l'unanimité par le Conseil. Le Directeur général informe les Etats membres des amendements ainsi adoptés et de la date de leur entrée en vigueur. Le barème figurant à l'Annexe au Protocole financier ne peut être amendé qu'en conformité avec les bases de calcul des contributions spécifiées à l'article XII, 1, b).

Article XVI **Différends**

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, qui ne pourra être réglé par l'entremise du Conseil, sera soumis à la Cour internationale de justice, à moins que les Etats membres intéressés n'acceptent d'un commun accord un autre mode de règlement.

Article XVII

Dénonciation

- 1. A l'expiration d'un délai de six ans à compter de son entrée en vigueur, la présente Convention pourra être dénoncée par tout Etat membre par une notification au Gouvernement français qui la notifiera au Directeur général. La dénonciation prend effet à la fin de l'exercice financier suivant l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.
- 2. Un Etat membre dénonçant la Convention devra indemniser l'Organisation pour toute perte de biens sur son territoire, à moins qu'un accord spécial ne puisse être conclu assurant à l'Organisation l'usage de ces biens.

Article XVIII

Inexécution des obligations

Tout Etat membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être Membre de l'Organisation à la suite d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers des Etats membres. Les dispositions de l'article XVII, 2 sont applicables dans ce cas.

Article XIX Dissolution

- 1. L'Organisation sera dissoute si le nombre des Etats membres se réduit à moins de cinq. Elle pourra être dissoute à tout moment par accord des Etats membres.
- 2. En cas de dissolution, le Conseil désignera un organe de liquidation qui traitera avec les Etats sur le territoire desquels le Siège et les Etablissements de l'Organisation se trouveront à ce moment. La personnalité juridique de l'Organisation subsistera pour les besoins de la liquidation.
- 3. L'actif sera réparti entre les Etats membres de l'Organisation au moment de la dissolution au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Etats au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Article XX

Signature et ratification

- 1. La présente Convention et le Protocole financier Etats parties à l'Accord conclu à Meyrin le premier Unies. décembre 1960.
- 2. La présente Convention et le Protocole financier annexé seront soumis à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement français.
- 3. En attendant le dépôt de leurs instruments de ratification, les Etats signataires peuvent se faire representer aux réunions du Conseil et participer à ses travaux, sans droit de vote, jusqu'au trente-et-un décembre 1963.

Article XXI Entrée en viqueur

- 1. La présente Convention et le Protocole financier annexé entreront en vigueur lorsque six Etats auront ratifié cès instruments, à condition:
- a) que le total de leurs contributions selon le barème figurant à l'Annexe au Protocole financier atteigne au"inoins soixante-quinze pour cent; et
- b) que la France et tous les Etats sur le territoire desquels il aura été décidé d'installer les établissements créés conformément aux dispositions de l'article VI figurent parmi ces six Etats, à moins que des accords speciaux garantissant le fonctionnement de ces etablissements ne soient conclus.
- 2. Pour tout autre Etat signataire ou adhérent, la Convention et le Protocole financier annexé entreront en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XXII

Adhésion

1. A partir du premier janvier suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat non signataire pourra adhérer à la Convention et au Protocole financier y ánnexé à la suite d'une décision du Conseil statuant à l'unanimité des Etats membres.

- 2. Un Etat, désireux d'adhérer à l'Organisation, le notifie au Directeur général, qui informe les Etats membres de cette demande au moins trois mois avant que celle-ci soit soumise au Conseil pour décision.
- 3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement français.

Article XXIII Notification

- 1. Le Gouvernement français notifiera à tous les Etats signataires et adhérents le dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et à tous les Etats signataires l'entrée en vigueur de la présente Convention.
- 2. Le Directeur général de l'Organisation informe les Etats membres chaque fois qu'un Etat membre dénonce la Convention aux termes de l'article XVII, ou cesse d'y être partie aux termes de l'article XVIII.

Article XXIV Enregistrement

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement français la fera enregistrer auprès du annexe qui en fait partie intégrante seront ouverts Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, jusqu'au trente-et-un décembre 1962 à la signature des conformément à l'article 102 de la Charte des Nations

> En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

> Fait à Paris, ce quatorze juin mil neuf cent soixante deux, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne: BLANKENHORN

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique: Baron Jaspar

Pour le Royaume du Danemark:

Pour FEspagne:

M. José de Areilza

Pour la République Française:

GASTON PALEWSKI

Pour la République Italienne:

Manlio Brosio

Pour le Royaume de Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas:

J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANTHONY RUMBOLD

Pour le Ronaume de Suède:

L. HULTHEN

Pour la Confédération Suisse:

CAMPICHE

M. GOLAY

PROTOCOLE FINANCIER

ANNEXE À LA CONVENTION PORTANT CREATION D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE DE RECHERCHES SPATIALES

Les Etats parties à ce Protocole,

Parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ci-des sous dénommées respectivement « la Convention » et P« Organisation », signée à Paris, le 14 juin 1962,

Désireux d'arrêter les dispositions relatives à l'administration financière de ladite Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I Budget

- 1. L'exercice financier de l'Organisation court du premier janvier jusqu'au trente-et-un décembre.
- 2. Le Directeur général envoie aux Etats membres, au plus tard le premier septembre de chaque année et de budget pour l'exercice financier suivant.
- administratif et financier créé en application de l'article IV du présent Protocole et transmis ensuite au Conseil avec le rapport de ce Comité.
- chaque exercice financier.
- 5. Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements d'un chapitre à l'autre sont interdits sauf autorisation du Comité administratif et financier.

Article II Budget révisé

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Directeur général de présenter un budget révisé.

Aucune décision entraînant des dépenses supplémentaires ne sera tenue pour approuvée par le Conseil tant que celui-ci n'aura pas donné son accord aux prévisions de dépenses nouvelles présentées par le Directeur général.

Article III

Prévision à long terme

- la Convention, le Conseil, statuant à la majorité des tefois, si le Directeur général le demande, conformédeux tiers des Etats membres, déterminera le niveau ment aux dispositions de l'article V, 5, il devra payer des dépenses pour chacun des exercices financiers de tout ou partie de cette contribution en toute monnaie la première période triennale dans la limite du montant dont l'Organisation aura besoin pour accomplir ses global adopté pour cette période.
- 2. Pour les périodes triennales suivantes, le Conseil. statuant à la même majorité, déterminera, au cours de l'année précédant chaque période, le niveau des dépenses pour chaque exercice financier dans la limite du chiffre fixé conformément aux dispositions de l'article X, 4, c de la Convention.

Article IV

Comité administratif et financier

Le Conseil créera un Comité administratif et financier, composé de représentants de tous les Etats membres asin, notamment, de remplir les fonctions définies par le Règlement financier de l'Organisation.

Article V

Contributions

- 1. Pour la période commençant à la date de l'entrée en vigueur de la Convention et prenant fin le trente-etun décembre suivant, le Conseil prendra des dispositions budgétaires provisoires, et les dépenses seront convertes par des contributions des Etats membres, fixées conformément à la section 1 de l'Annexe au présent Protocole.
- 2. Pour les deux exercices financiers suivants, les dépenses budgétaires autorisées seront couvertes par des contributions proportionnelles aux pourcentages indiqués à la section 2 de l'Annexe au présent Protocole.
- 3. Ultérieurement, les dépenses autorisées par le Conseil seront couvertes par des contributions qui seront réparties conformément à l'article XII, 1, b de la Convention.
- 4. Si un Etat dont le nom ne figure pas dans la liste annexée au présent Protocole devient partie à la Concompte tenu des dispositions de l'article III, un projet vention après le trente-et-un décembre suivant la date de l'entrée en vigueur de la Convention, il sera procédé 3. Le projet de budget est examiné par le Comité à une nouvelle répartition des contributions des Etats membres sur la base des statistiques de revenu national relatives aux mêmes années de référence que pour le barème existant, et le nouveau barème prendra effet 4. Le Conseil adopte le budget avant le début de là une date qui sera fixée par le Conseil. Des remboursements seront effectués, le cas échéant, afin que les contributions versées par tous les Etats membres pour l'exercice financier en cours soient conformes à la décision du Conseil.
 - 5.a) Le Comité administratif et financier détermine, après consultation du Directeur général, les modalités de paiement des contributions propres à assurer la trésorerie de l'Organisation.
 - b) Le Directeur général communique ensuite aux Etats membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

Article VI

Monnaie de paiement des contributions

- 1. Le budget de l'Organisation est exprimé en unités de compte définies par un poids de 0,88867088 grammes d'or fin.
- 2. Chaque Etat membre verse, en principe, le mon-1. Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de tant de sa contribution dans sa propre monnaie. Toutàches.

Article VII Fonds de roulement

Le Conseil peut, par décision unanime des Etats membres, instituer un fonds de roulement.

Article VIII Comptes et vérification

- 1. Le Directeur général fait établir un compte exact de toutes les recettes et dépenses.
- 2. Les comptes de l'ensemble des recettes et des dépenses sont examinés par une Commission de vérification des comptes. Le Conseil désigne à la majorité des

deux tiers les Etats membres, qui, par rotation sur une base équitable, seront invités à nommer si possible parmi les fonctionnaires de rang élevé de leur pays, des commissaires aux comptes, et nomme, parmi ceuxei, à la même majorité et pour une période ne dépassant pas trois ans, le Président de la Commission.

- 3. La vérification, qui a lieu sur pièces et au besoin sur place, a pour objet de vérifier que les dépenses sont conformes aux prévisions budgétaires et de constater la légalité et la régularité des écritures. La Commission fait également rapport sur la gestion économique des ressources financières de l'Organisation. Après la clôture de chaque exercice, la Commission de vérification des comptes établit un rapport qu'elle adopte à la majorité et transmet ensuite au Conseil.
- 4. La Commission de vérification des comptes accomplit, en outre, toutes autres fonctions prescrites par le Règlement financier approuvé par le Conseil.
- 5. Le Directeur général fournit aux Commissaires aux comptes toute information et assistance dont ils peuvent avoir besoin pour s'acquitter de leur tâche.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fair à Paris, ce quatorze juin mil neuf cent soixante deux, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français, qui délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

ANNEXE

- 1. Contributions pour la période prenant fin le trenteet-un décembre suivant l'entrée en vigueur de la Convention.
- a) Les Etats qui seront parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur, et ceux qui pourront en devenir parties au cours de la période qui prendra fin le trente-et-un décembre suivant, supporteront ensemble la totalité des dépenses prévues par les arrangements budgétaires provisoires que le Conseil pourra adopter conformément à l'article V, 1 du présent Protocole.
- b) Les contributions des Etats, qui seront parties à la Convention lorsque le Conseil adoptera pour la première fois de tels arrangements budgétaires provisoires, seront réparties, à titre provisoire, conformément à l'article V, 2 du présent Protocole, sous réserve des dispositions de l'article XII, 1, b de la Convention.
- c) Les contributions des Etats qui deviendront parties à la Convention lorsque des arrangements budgetaires provisoires auront déjà été pris, mais avant le trente-et-un décembre suivant, seront fixées à titre provisoire de telle sorte que les contributions de tous les Etats membres restent proportionnelles aux pourcentages indiqués à la Section 2 de la présente Annexe. Ces contributions serviront soit, comme il est prévu à l'alinéa d) ci-dessous, à rembourser ultérieurement une partie des contributions provisoires antérieurement versées par les autres Etats membres, soit à couvrir de nouvelles allocations budgétaires approuvées par le Conseil au cours de cette période.

- d) La répartition définitive des contributions pour la période qui prendra fin le trente-ct-un décembre suivant l'entrée en vigueur de la Convention, entre les Etats qui seront devenus parties à la Convention à cette date, sera effectuée rétroactivement sur la base du budget total de la période écoulée, comme si tous ces Etats avaient été parties à la Convention au moment de son entrée en vigueur. Toute somme, versée par un Etat membre en plus du montant ainsi fixé rétroactivement, sera portée à son crédit.
- e) Si tous les Etats mentionnés au tableau de la Section 2 de la présente Annexe sont devenus parties à la Convention avant le trente-et-un décembre suivant son entrée en vigueur, les taux de leurs contributions pour la période écoulée seront ceux qui sont indiqués sur ce tableau.
- 2. Base pour le calcul des contributions durant la période mentionnée à l'article V, 1 et 2 du présent Protocole.

											Pourcentages
Autriche											1,99
Belgique											4.21
Danemar	k									-	2.10
Espagne	,										2,53
France											18,22
Italie .											10,64
Norvège											1,60
Pays-Bas											4,04
Républiq		Fé	déi	rale	d	'Al	lei	nag	ne		21,48
Royaume										et	,
d'Irlan											25,00
Suède											4,92
Suisse .			•						•	•	3.27
							То	TAL			100,00

Pour la République Fédérale d'Allemagne : Blankenhorn

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:

Baron Jaspan

Pour le Royaume du Dancmark:

Pour VEspagne:

José M. de Areilza

Pour la République Française:

Gaston Palewski

Pour la République Italienne:

Manlio Brosio

Pour le Royaume de Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas:

J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANTHONY RUMBOLD

Pour le Royaume de Suède:

L. HULTHEN

Pour la Confédération Suisse:

Самитенв

M. GOLAY

PROTOCOLE

RELATIF AU FINANCEMENT DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DE RECHERCHES SPATIALES PENDANT LES HUIT PREMIÈRES ANNÉES DE SON EXISTENCE,

Les Etats Parties au présent Protocole,

Parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ci-dessous dénommées respectivement « la Convention » et « POrganisation », signée à Paris le 14 juin 1962,

Sont convenus de ce qui suit:

- 1. Les dépenses de l'Organisation pendant les huit premières annees suivant l'entrée en vigueur de la Convention ne devront pas dépasser trois cent six millions d'unités de compte (aux niveaux de prix pratiqués à la date de la signature du présent l'rotocole) sous réserve que le Conseil, mentionné à l'article X de la Convention, pourra par décision unanime de tous les Etats membres, prise lors de la détermination des niveaux de ressources effectuée tous les trois ans conformément aux dispositions de l'article X, 4, c et d de la Convention, modifier ce chiffre à la lumière de changements importants intervenus dans le domaine scientifique ou technologique.
- 2. L'Organisation établira son programme dans la limite de dépenses fixée au paragraphe 1 du présent Protocole.
- 3. Les Etats parties au présent Protocole devront être prêts à mettre à la disposition de l'Organisation pendant la première période de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur de la Convention une somme ne dépassant pas soixante dix huit millions d'unités de compte et, sous réserve de la détermination définitive effectuée conformément aux dispositions de l'article X, 4, e de la Convention, à mettre à la disposition de l'Organisation pendant la deuxième période de trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention, une somme ne dépassant pas cent vingt-deux millions d'unités de compte.
- 4. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Etats avant signé la Convention. Il sera soumis à ratification.
- 5. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la Convention, sous réserve que les conditions d'entrée en vigueur de la Convention. définies à l'article XXI de celle-ci, soient également remplies à l'égard du présent Protocole.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fatt à Paris, ce quatorze juin mil neuf cent soixante deux, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français, lequel délivrera des copies certifiées conformes à tous les autres Etats signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne: Blankenhorn

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique: Baron Jaspar Pour le Royaume du Danemark:

Pour VEspagne:

Jose M. DE AREILZA

Pour la République Française:

GASTON PALEWSKI

Pour la République Italienne:

Manlio Brosio

Pour le Royaume de Norvège :

Pour le Royaume des Pays-Bas:

J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANTHONY RUMBOLD

Pour le Royaume de Suède:

L. HULTHEN

Pour la Confédération Suisse:

Самрісню

M. GOLAY

ACTE FINAL

DE LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES POUR L'INSTI-TUTION D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE DE RECHERCHES SPATIALES

1. La Conférence intergouvernementale pour les recherches spatiales, qui a eu lieu du 28 novembre au cler décembre 1960 à Mevrin (Suisse), a institué une Commission préparatoire chargée d'étudier les possibilités de créer une Organisation européenne de collaboration dans le domaine des recherches spatiales. L'Accord portant création de cette Commission a été signé le 1er décembre 1960.

En vue de la convocation d'une Conférence de plénipotentiaires, la Commission devait élaborer et soumettre aux Etats membres un projet de Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales ainsi que d'autres documents mentionnés à l'article 4 de l'Accord de Meyrin.

Les documents susdits ont été adoptés par la Commission Préparatoire lors de ses 4° et 5° sessions, qui ont eu lieu respectivement à Paris les 21, 22 et 23 février 1962 et à Rome les 10 et 11 mai 1962. Une invitation du Gouvernement français de réunir à Paris la Conférence de plénipotentiaires a été acceptée.

- 2. La Conférence de plénipotentiaires pour l'institution d'une Organisation européenne de recherches spatiales s'est réunie au Ministère des affaires étrangères, à Paris (France), le 14 juin 1962.
- 3. Les Gouvernements des Etats suivants étaient représentés par des délégués: Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse.

Le Gouvernement de Norvège était représenté par un observateur.

4. La Conférence a constitué son Bureau comme suit : Président : M. G. Palewski (France).

Vice-présidents: MM. S. Campiche (Suisse) et L. Hulthen (Suède).

Secrétaire: M. P. Auger (secrétaire exécutif de la Commission préparatoire).

- 5. La Conférence a constitué une Commission de vérification des pouvoirs composée de MM. F. J. Vallaure (Espagne), president, A. Ambrosini (Italie) et M. Reyen (Pays-Bas).
- 6. La Conférence a entendu un rapport verbal sur les travaux de la Commission Préparatoire, présenté par le Président Sir Harrie Massey.
- 7. Sur la base de délibérations de la Commission préparatoire, rapportées dans les comptes rendus analytiques de ses réunions, la Conférence a adopté les Résolutions n° 1 à 11, dont le texte est joint au present Acte final.
 - 8. La Conférence a adopté les instruments suivants:
- Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales;
- Protocole financier annexé à la Convention portant création d'une Organisation curopéenne de recherches spatiales;
- Protocole relatif au financement de l'Organisation européenne de recherches spatiales pendant les huit premières années de son existence.
- 9. Le délégué autrichien a déclaré que son Gouvernement, tenant compte d'autres engagements contractuels, comprend que les articles, V, VI et VII de la présente Convention doivent être interprétés dans le sens que l'établissement d'installations pour le lancement de fusées et satellites, de même que le lancement de tels engins du territoire d'une partie contractante, ne pourront se faire qu'avec l'accord exprès de cette partie contractante.
- 10. Cette Convention et ces Protocoles qui sont soumis à ratification, ont été ouverts à la signature le 14 juin 1962 à 17 heures. Conformément aux dispositions de l'article XX de la Convention, ces instruments seront déposés auprès du Gouvernement français et resteront ouverts à la signature à Paris jusqu'au 31 decembre 1962.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Acte Final.

Fair à Paris, ce quatorzième jour de juin 1962. dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne: Blankenhorn

Pour la République d'Autriche: Fuchs

Pour le Royaume de Belgique : Baron Jaspan

Pour le Royaume du Dancmark: Otto Obling

Pour l'Espagne:

José M. DE AREILZA

Pour la République Française: Gaston Palewski Pour la République Italienne:

Manlio Brosio

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

J. W. BEYEN

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANTHONY RUMBOLD

Pour le Royaume de Suède:

L. HULTHEN

Pour la Confédération Suisse:

Сумысна

M. GOLAY

RESOLUTIONS

1

En ce qui concerne l'emplacement des Etablissements visés à l'article VI de la Convention, la Conférence décide que:

- 1. a) le Centre européen de technologie spatiale sera installé à Delft (Pays-Bas);
- b) le Centre de données sera installé à Darmstadt (République Fédérale d'Allemagne);
- c) la base septentrionale de lancement de fuséessondes sera installée à Kiruna (Suède);
 - d) un laboratoire sera installé en Italie.
- 2. Il appartiendra au Conseil de l'Organisation de prendre des décisions au sujet de la dimension et du champ d'activités du laboratoire.
- 3. En conséquence, les Etats membres visés à la première ligne de l'article XXI, 1, b de la Convention sont: l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la République Fédérale d'Allemagne.

II

- La Conférence recommande que l'Organisation se propose comme but à atteindre au cours de ses huit premières années d'existence:
- a) le lancement vertical de fusées-sondes de types variés, équipées d'appareils scientifiques financés principalement sur le plan national, à une cadence croissante de manière à atteindre, lors de la troisième année d'existence de l'Organisation un regime annuel équivalent à environ 65 véhicules de dimension moyenne;
- b) à partir de la quatrième année d'existence de l'Organisation, mise en orbite proche de la terre, chaque aunée, de deux petits satellites (dont la charge peut atteindre environ 200 kilogrammes) équipés d'appareils scientifiques financés principalement sur le plan national;
- c) à partir de la sixième année d'existence de l'Organisation, lancement réussi de deux grands satellites, ou sondes spatiales (nécessitant de puissants véhicules de lancement) équipés d'appareils scientifiques.

III

La Conférence prie la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales de désigner, en temps utile, la personne qui sera chargée:

- a) de convoquer, à Paris, dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la Convention, la première session du Conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales, d'en préparer l'ordre du jour provisoire et de prendre toutes mesures utiles pour la préparation de cette réunion;
- b) d'assurer le transfort des biens de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales à l'Organisation européenne de recherches spatiales.

IV

La Conférence prie la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales de:

a) préparer les projets d'accords, prévus à l'article XIV de la Convention, entre l'Organisation et les Etats sur le territoire desquels seront situés le Siège et les Etablissements de l'Organisation, afin que la conclusion desdits accords puisse intervenir dans le plus bref délai possible après l'entrée en vigueur de la Convention;

b) prendre des mesures en vue du recrutement et de la formation du personnel de l'Organisation;

- c) élaborer, en étroite coopération avec les autorités compétentes des Etats membres intéressés, des études et des plans détaillés concernant l'implantation, les bâtiments et l'équipement de la Direction centrale et des différents Etablissements de l'Organisation énumérés dans la Résolution n° 1;
- d) préparer, en consultation avec les universités, les industries et les autres organisations intéressées, le projet de programme initial de l'Organisation;
- o) préparer un projet détaillé de budget pour la première année d'existence de l'Organisation, ainsi que toutes les prévisions dont le Conseil de l'Organisation aura besoin pour accomplir les tâches mentionnées à l'article III du Protocole financier.

V

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales d'accepter le transfert:

a) des biens de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales, comprenant notamment les fonds disponibles, les plans et documents, l'équipement et le matériel de toute nature en sa possession;

b) des engagements de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales, comprenant, en particulier, les obligations contractées envers son personnel, ses experts et fournisseurs.

VI

La Conférence recommande que le Conseil de l'Organisation:

a) accepte que les sommes versées par les Etats membres en vertu de l'article 2, b du Protocole prorogeant l'Accord de Meyrin soient considérées comme des avances à valoir sur leurs contributions à l'Organisation, et

b) rembourse, sur demande, les « sommes supplémentaires », mentionnées à larticle 2, b dudit Potocole, aux Etats qui, après avoir signé ledit Protocole et versé ces sommes à la Commission préparatoire, décideraient de ne pas devenir parties à la Convention.

VII

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation de recueillir l'avis du Comité administratif et financier sur toutes les questions relatives aux contributions.

Pour l'application des dispositions de l'alinéa ii de l'article XII, 1, b de la Convention durant la période qui prendra fin le trente-et-un décembre du deuxième exercice financier régulier, le Comité administratif et financier considérera comme une circonstance spéciale le cas des Etas membres dont le revenu annuel « per capita » sera inférieur à quatre cents unités de compte. Dans ce cas la différence entre quatre cents unités de compte et le revenu « per capita » sera exprimée en pourcentage de quatre cents unités de compte et cinq sixièmes de ce pourcentage seront déduits du revenu national du pays intéressé pour obtenir le montant devant servir au calcul des contributions.

Le tableau qui figure à l'Annexe du Protocole financier a été établi sur cette base.

VIII

La Conférence recommande à l'Organisation de répartir ses commandes d'équipement et contrats industriels aussi équitablement que possible entre les membres, compte tenu de considérations scientifiques, technologiques, économiques et géographiques.

IX

La Conférence recommande de prendre les dispositions suivantes en ce qui concerne les langues de travail:

- a) Des langues autres que le français et l'anglais pourront être employées au cours des réunions de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales et de l'Organisation européenne de recherches spatiales, lorsque des Etats membres en auront présenté la demande suffisamment à l'avance. Les communications verbales qui seront faites dans ces langues seront alors traduites en anglais et en français;
- b) Des documents de caractère scientifique et technique rédigés dans une langue autre que l'anglais et le français pourront être adressés à l'Organisation qui les traduira en anglais et en français;
- c) Les Etats membres feront en sorte d'user de ces facilités de manière à réduire au minimum les dépenses et les complications qui pourraient en résulter;
- d) Ces dispositions seront applicables à partir de la signature de la Convention jusqu'à la fin de la seconde année qui suivra son entrée en vigueur. Elles seront maintenues par la suite sous réserve des modifications que pourrait introduire une décisione du Conseil.

X

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales de communiquer pour information le Rapport annuel de l'Organisation au Conseil de l'Europe.

XI

La Conférence,

ayant entendu le rapport du Président de la Commission préparatoire européenne de recherches spatiales,

considérant la nécessité de donner une impulsion nouvelle aux travaux de la Commission préparatoire,

considérant les avantages que présente le maintien de la continuité entre les travaux de la Commission préparatoire et ceux de l'Organisation européenne de recherches spatiales, après l'entrée en vigueur de la Convention,

prie la Commission préparatoire de prendre contact avec le professeur Pierre Auger pour lui proposer de consacrer toute son activité au secrétariat exécutif de la Commission,

émet le voeu que le Conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales désigne le professeur Pierre Auger comme le premier Directeur général de l'Organisation,

émet le voeu que le Conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales confie, dans la mesure du possible, des fonctions analogues aux membres du personnel supérieur du secrétariat de la Commission préparatoire.

prie la Commission préparatoire de faire connaître ce voeu unanime au personnel intéressé.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
11 Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 6 marzo 1965, n. 258.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione istituente la Organizzazione europea per lo sviluppo e la costruzione di vettori spaziali (ELDO), con Protocolli annessi, firmata a Londra il 29 maggio 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione istituente l'Organizzazione europea per lo sviluppo e la costruzione di vettori spaziali (ELDO), firmata a Londra il 29 marzo 1962, con Protocollo finanziario e Protocollo relativo ad alcune responsabilità nei riguardi del programma iniziale.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione ed ai Protocolli indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità all'articolo 28 della Convenzione stessa.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge si provvede:

quanto a lire 2.572.000.000, in deroga alla legge 27 febbraio 1955, n. 64, a carico del fondo speciale inscritto al capitolo 562 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1962-63;

quanto a lire 2.572.000.000, in deroga alla legge 27 febbraio 1955, n. 64, a carico del fondo speciale di cui al capitolo 574 dello stato di previsione della spesa dello stesso Ministero per l'esercizio 1963-64;

quanto a lire 1.200.000.000, mediante corrispondente riduzione del fondo speciale inscritto al capitolo 580 dello stato di previsione del predetto Ministero per il periodo 1º luglio-31 dicembre 1964;

quanto a lire 2.400.000, mediante corrispondente riduzione del fondo speciale del ripetuto Ministero destinato per l'anno finanziario 1965 a far fronte ad oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 marzo 1965

SARAGAT

Moro — Fanfani — Taviani —
Pieraccini — Colombo —
Andreotti — Gui — Lami
Starnuti — Mattarella

Visto, il Guardasigilli: REALE

Convention portant création d'une Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux.

Les Etats parties à la présente Convention; Conscients du rôle que les activités spatiales sont destinées à jouer dans le progrès de la science et de la technique;

Convaincus qu'un effort commun entrepris sans tarder permet d'escompter des résultats correspondant aux facultés créatrices de leurs pays;

Désireux d'harmoniser leur politique en matière spatiale en se proposant une action concertée dont les objectifs seront pacifiques;

Ayant décidé de coopérer à la mise au point de lanceurs d'engins spatiaux et d'étudier leurs applications scientifique et commerciale;

Sont convenus de ce qui suit :-

CHAPITRE PREMIER - L'ORGANISATION

Article 1

Création de l'Organisation

- (1) Il est institué par la présente Convention une Organsation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, ci-après dénommée « l'Organisation ».
 - (2) Le siège de l'Organisation est à Paris.

Article 2

Buts

- (1) L'Organisation a pour objet la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux et de leur équipement appropriés à leurs utilisations pratiques et à leur livraison aux utilisateurs éventuels.
- (2) L'activité de l'Organisation ne portera que sur les utilisations pacifiques de ces lanceurs et de leur équipement.
- (3) Les résultats des travaux de l'Organisation seront librement accessibles aux Etats membres, conformément aux dispositions de la présente Convention.
- (4) L'Organisation s'efforcera de favoriser de façon coordonnée le développement des techniques intéressant ses activités dans les Etats membres et aidera ceux-ci, sur leur demande, à utiliser les techniques employées ou mises au point au cours de ses travaux.

Article 3

Membres

- (1) Les membres de l'Organisation sont les Etats qui signent et ratifient la présente Convention, conformément aux dispositions des articles 26 et 27.
- (2) D'autres Etats pourront être invités à devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention aux conditions fixées par le Conseil visé à l'article 13.

CHAPITRE II. · PRINCIPES GENERAUX

Article 4

Participation aux programmes

- (1) Les Etats parties à la présente Convention participent au programme initial visé à l'article 16.
- (2) Les programmes ultérieurs seront arrêtés par le Conseil.
- (3) Sous réserve des dispositions de l'article 18 (3), tout Etat membre est tenu de contribuer financièrement aux programmes ultérieurs à moins qu'il ne se déclare formellement « non intéressé » et, de ce fait, n'y participe pas.

Article 5 Installations

- (1) L'Organisation utilisera dans toute la mesure du possible les installations dont disposent les Etats membres.
- (2) L'Organisation pourra, en cas de nécessité, créer des installations supplémentaires.
- (3) Tout Etat membre participant à un programme de l'Organisation sera en droit d'utiliser, pour tout usage pacifique qui lui est propre, les installations qui ont eté mises à la disposition de l'Organisation par un autre Etat ou construites par celle-ci au cours du programme, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord de l'Etat sous le contrôle duquel ces installations sont placées, aux conditions convenues avec cet Etat et dans le cas d'installations établies par l'Organisation, aux conditions convenues avec cette dernière. L'Etat membre qui met des installations à la disposition de l'Organisation conserve le droit d'en user librement et par priorité, compte tenu des arrangements contractuels conclus entre cet Etat et l'Organisation.
- (4) Tout arrangement entre l'Organisation et un Etat membre en vue de la création d'installations sur le territoire de cet Etat devra comporter des dispositions pour le cas où ledit Etat cesserait d'être membre de l'Organisation.

Article 6

Répartition des travaux et placement des contrats

- (1) Dans le cadre des décisions du Conseil prévues à l'article 14 (2) (f) sur la répartition des travaux, et dans les limites des dispositions budgétaires établies par le Conseil, chaque fois que le gouvernement de l'Etat membre auquel un travail est confié le désirera, les contrats conclus en vue de l'exécution du programme initial seront placés par ce gouvernement conformement à ses procédures habituelles, ou à toutes autres procédures qui seraient arretées par une décision unanune du Conseil. Ces contrats seront exécutés aux frais de l'Organisation.
- (2) Des contrats pourront également être placés directement par l'Organisation, en accord avec le gouvermement de l'Etat sur le territoire duquel doit être exécuté le travail.
- (3) Le Conseil déterminera la répartition appropriée des travaux relatifs aux programmes ultérieurs de l'Organisation, compte tenu de critères techniques et économiques.

(4) Le Conseil déterminera les règles selon lesquelles seront placés les contrats en vue de l'exécution des travaux relatifs à ces programmes ultérieurs.

Article 7 Accès aux travaux de l'Organisation

Les Etats membres qui participent au financement d'un programme de l'Organisation ont le droit de désigner à l'Organisation un nombre limité de personnes:—

- (a) pour participer aux travaux relatifs à ce programme qui sont exécutés dans les établissements gouvernementaux des autres. Etats membres, y compris les essais de tirs à Woomera, Australie;
- (b) pour participer aux travaux relatifs à ce programme exécutés dans des organismes non-gouvernementaux, sous réserve de l'accord de ces organismes; à condition que, dans l'un et l'autre cas, le nombre et les qualifications de ces personnes, y compris leurs qualifications en matière de sécurité, et les conditions de cette participation soient approuvés par le gouvernement de l'Etat membre sous la juridiction duquel ces établissements et organismes sont situés. Cette approbation ne sera pas refusée sans motif valable.

Article 8 Echange d'informations

- (1) Pendant la durée d'application de la Convention: —
- (a) l'Organisation et chaque Etat membre participant au programme initial peuvent avoir communication—
- (i) de toutes les informations techniques se rapportant aux travaux du programme initial de l'Organisation, exécutés soit pour la réalisation du « Blue Streak », soit sur la fusée française utilisée comme deuxième étage, et qui sont antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente Convention;
- (ii) de toutes les informations techniques résultant de travaux exécutés soit directement par l'Organisation, soit en vertu de contrats passés dans le cadro du programme initial de l'Organisation;
- (b) l'Organisation et chaque Etat membre qui contribue financièrement aux programmes ultérieurs de l'Organisation peuvent avoir communication de toutes les informations techniques résultant du travail fait soit directement par l'Organisation, soit en vertu de contrats passés pour ces programmes;
- (c) le terme « informations techniques » comprend les inventions faisant l'objet de brevets d'invention ou d'autres formes de protection légale Dans les contrats conclus en vue de l'exécution des programmes de l'Organisation, en application de l'article 6, l'Organisation ou les Etats membres introduiront des clauses permettant la libre communication et les utilisations prévues dans le présent article, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le Secrétaire général;
- (d) l'Organisation peut utiliser ces informations gratuitement ou permettre leur utilisation gratuite pour l'exécution de ses programmes;
 - (e) les Etats membres peuvent:
- (i) utiliser gratuitement ces informations pour leurs propres besoins et

(ii) les mettre à la disposition des personnes physiques ou morales relevant de leur juridiction en vue d'une utilisation pour les besoins propres de cellesci dans le domaine de la technologie spatiale, à condition qu'elles soient domiciliées sur leur territoire. Les conditions dans lesquelles ces informations techniques resultant de contrats conclus en vue de l'exécution des programmes de l'Organisation pourront être utilisées par ces personnes pour des buts autres que ceux de la technologie spatiale seront fixées dans un protocole à conclure entre tous les Etats membres.

Dans l'un et l'autre cas, sous réserve des dispositions de l'alinéa (f), l'information ne sera utilisée qu'à l'intérieur des frontières et ne sera pas transmise hors du territoire de l'Etat membre dont émane l'information on hors du territoire d'un autre Etat membre. Lorsqu'ils donneront de telles informations aux personnes relevant de leur juridiction, les Etats membres imposeront une restriction, contractuelle ou d'une autre nature, concernant la communication de ces informations à d'autres personnes physiques ou morales;

- (f) même après la dissolution de l'Organisation, les Etats membres ne divulgueront pas ces informations aux Etats qui ne font pas partie de l'Organisation ou qui n'ont pas participé à un de ses programmes ou à toutes personnes autres que celles définies à l'alinéa (c) (ii) ci-dessus; cependant, par décision unanime du Conseil-
- (i) de telles restrictions ne s'appliqueront pas à la communication d'informations par les Etats membres ou les personnes désignées à l'alinéa (e) (ii) ci-dessus. en vertu d'accords de réciprocité pour l'échange d'informations dans l'intérêt de l'Organisation;
- (ii) des informations peuvent, dans certains cas. être transmises à des Etats non membres ou à des Etats membres non-participants ou utilisées par ceux-ci;
- (g) les informations techniques mises en œuvre dans un lanceur d'engins spatiaux ne découlant pas de contrats conclus dans le cadre de l'un quelconque des programmes de l'Organisation, ou ne provenant pas des travaux prévus à l'alinéa (a) (i) ci-dessus sur la mise au point du « Blue Streak » ou de la fusée française qui sera utilisée comme second étage, ne seront accessibles aux Etats membres qu'avec l'autorisation des personnes ayant des droits sur ces informations.
- (2) (a) Les informations et les matériels résultant des activités de l'Organisation ou utilisés dans le cadre de ses activités, et dont la divulgation sans autorisation pourrait mettre en danger la sécurité d'un Etat membre, recevront la protection qui s'impose en conséquence. Le Conseil arrêtera par décision unanime les règlements destinés à assurer en commun la protection minimum nécessaire à cette fin.
- (b) Les Etats membres prendront toutes les mesures appropriées pour protéger les informations et matóriels mentionnés à l'alinéa précédent et pour assurer l'application des règlements arrêtés par le Conseil.

Article 9

Acquisition et production par un Etat membre d'équipements mis au point en commun

Chaque Etat membre ayant participé au financement d'un programme de l'Organisation a le droit de se procurer, pour son usage pacifique, l'ensemble ou une lactivités au Conseil de l'Europe pour son information.

partie du lanceur et de son équipement mis au point en commun en exécution de ce programme. A cette fin, tout Etat membre a le droit de demander à l'Organisation ou à tout autre Etat membre sur le territoire duquel est ou a été produit ce lanceur ou cet équipement, de les lui vendre, ou de faire tout son possible, en établissant les contrats, pour qu'il puisse se les procurer auprès des organismes non-gouvernementaux qui l'ont réalisé sur son territoire. Dans l'un et l'autre cas, les gouvernements s'efforceront d'assurer que le coût de cette acquisition est calculé sur les mêmes bases que le prix d'achat par l'Organisation ou par l'Etat membre sur le territoire duquel cet équipement est produit et veilleront à ce que les contrats passés avec des organismes non-gouvernementaux contiennent des clauses à cet effet.

Article 10

Exploitation commerciale

Les Etats membres qui se proposent d'exploiter commercialement soit seuls, soit en liaison avec des Etats non membres, un lanceur d'engin spatial mis au point en commun en application d'un programme de l'Organisation, doivent donner à tous les Etats membres, qui ont participé au financement de ce programme, la possibilité de participer à cette exploitation à des conditions raisonnables.

Article 11

Livraison à des tiers

Les conditions de livraison à des Etats non membres de l'Organisation, ou à des organismes internationaux, de lanceurs et d'équipements réalisés par l'Organisation sont fixées par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 14 de la présente Convention.

Article 12

Coopération avec d'autres Etats ou organisations

- (1) L'Organisation peut coopérer avec tout gouvernement ou organisme poursuivant des buts analogues aux siens. A cette fin, conformément aux dispositions de l'article 14 (3) (d) (i), le Conseil peut conclure avec un Etat non membre, un groupe d'Etats ou une organisation internationale, des accords établissant des droits et des obligations réciproques, une action commune et des procédures spéciales.
- (2) Au cas où serait créée l'Organisation européenne de collaboration dans le domaine des recherches spatiales, mentionnée dans l'Accord établissant une Commission préparatoire pour étudier les possibilités de collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales et signé à Meyrin le 1er décembré 1960, la plus étroite coopération sera maintenue entre les deux organisations. A cette fin, le Conseil proposera officiellement à l'Organisation européenne de recherches spatiales la création d'un comité mixte de coordination chargé d'examiner les questions d'intérêt commun, y compris l'opportunité d'une fusion entre les deux organisations.
- (3) Le Conseil transmettra un rapport annuel sur ses

CHAPITRE III. - STRUCTURE DE L'ORGANISATION

Article 13 **Organcs**

La réalisation des tâches confiées à l'Organisation est assurée par un Conseil et par un Secrétaire général, assisté d'un Directeur technique, d'un Directeur administratif et du personnel nécessaire.

Article 14 Le Conscil

- (1) Le Conseil est composé de deux délégués de chaque Etat membre. Ces délégués peuvent être assistés de conseillers lors des réunions.
- (2) Le Conseil, conformément aux dispositions du paragraphe (3) du présent article: -
- (a) définit la ligne de conduite de l'Organisation en matières scientifique, technique, financière et admi-
- (b) adopte le budget et arrête les dispositions financières de l'Organisation, conformément à l'article 18 et au protocole financier annexe à la présente Conven-
- (c) arrête les programmes de recherche, de mise au trats, mentionnées à l'article 6 (1); point et de construction de l'Organisation;
- plans de financement de chaque programme;
- (e) statue sur les offres de concours des Etats membres pour la réalisation des programmes sous forme d'études ou de mise à la disposition de matériels, d'installations ou de tout autre forme d'assistance;
- (f) décide de la répartition du travail entre les Etats membres;
- (q) suit l'exécution des programmes et des dé-
- (h) suit l'application des dispositions de l'article 7 relatives à l'accès aux travaux de l'Organisation;
- (i) approuve et communique aux Etats membres les comptes annuels contrôlés de l'Organisation;
- (j) décide des principes à suivre pour le recrutement et l'emploi du personnel de l'Organisation;
- (k) désigne le Secrétaire général et, en accord avec lui, le Directeur technique, le Directeur administratif et le personnel, et les relève, le cas échéant, de leurs fonctions;
- (1) reçoit et examine les rapports du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation;
- (m) décide de la création éventuelle d'organismes subordonnés et fixe leur mandat;
- (n) prend toute décision quant à la coopération avec d'autres organisations internationales;
- (o) prend toute décision quant aux conditions de livraison des lanceurs produits par l'Organisation aux utilisateurs éventuels, sans préjudice des droits des au paragraphe 2 (c) du présent article. Etats membres en vertu de l'article 9;
- nouveaux membres conformément au paragraphe (2) de l'article 3, ainsi que sur les dispositions relatives au retrait éventuel d'un membre conformément à l'arti-bres, conformément au paragraphe 2 (f) du présent cle 23;

- (q) met en œuvre, le cas échéant, la dissolution de l'Organisation décidée par les Etats membres conformément à l'article 25;
- (r) dans le cadre des dispositions de la Convention, prend toutes mesures nécessaires pour atteindre les buts de l'Organisation.
- (3) (a) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.
- (b) Aucun Etat membre n'a le droit de voter sur des questions se rapportant à un programme auquel il ne contribue pas;
- (c) Un Etat membre ne peut voter au Conseil si le montant de ses contributions arriérées dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice tinancier en cours et l'exercice précédent. Le Conseil peut néanmoins, à la majorité des deux-tiers de tous les Etats membres, autoriser cet Etat membre à voter s'il estime que le défaut de paiement des contributions est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat intéressé.
- (d) (i) Le Conseil statuc à l'unanimité de tous les Etats membres sur les questions suivantes:
- 1. l'admission de nouveaux membres, conformément à l'article 3 (2);
- 2. l'adoption des règles de passation des con-
- 3. la communication d'informations à des Etats (d) définit les caractéristiques principales et les non membres ainsi qu'à des Etats membres n'ayant pas participé au programme en cause, conformément à l'article 8 (1) (f);
 - 4. l'adoption des règlements de sécurité, conformément à l'article 8 (2);
 - 5. la livraison de lanceurs et d'équipements à des tiers, conformément à l'article 11;
 - 6. l'approbation des accords conclus en vertu de l'article 12 (1);
 - 7. la détermination de la majorité requise pour les décisions sur les questions prévues aux alinéas 1 et 2 du sous-paragraphe (ii) du présent paragraphe en ce qui concerne les programmes ultérieurs, et également en ce qui concerne le programme initial si son orientation envisagée à l'article 16 (3) constitue en realité un programme ultérieur;
 - 8. les amendements au protocole financier, conformément à l'article 21 (3).
 - (ii) En ce qui concerne le programme initial, les décisions du Conseil sur les questions ci-après sont prises à une majorité spéciale des deux-tiers des voix de tous les Etats membres, comprenant les votes affirmatifs d'Etats membres dont les contributions s'élèvent à 85% au moins des contributions apportées à l'Organisation:
 - 1. l'approbation du budget annuel, conformément au paragraphe 2 (b) du présent article;
 - 2. la détermination des programmes de recherches, de mise au point et de construction conformément
- (iii) Les décisions du Conseil sur les questions ci-(p) se prononce sur l'admission éventuelle de après sont prises à la majorité des deux-tiers des voix de tous les Etats membres:
 - 1. la répartition du travail parmi les Etats memlarticle;

- 2. l'établissement d'organismes subordonnés et la fixation de leur mandat, conformément au paragraphe 2 (m) du présent article;
- 3. la question du vote par un Etat membre ayant des arriérés de contributions, conformément au paragraphe 3 (c) du présent article;
- 4. la nomination et le licenciement du Secrétaire général, du Directeur technique et du Directeur administratif, conformément à l'article 15 (1) et (7);
- 5. la délégation temporaire et partielle de pouvoirs, y compris le pouvoir de nommer du personnel conformément à l'article 15 (12);
- 6. la recommandation d'amendements à la présente Convention, conformément à l'article 21 (1);
- 7. les décisions sur les arrangements à conclure, en application de l'article 23, avec un Etat membre désireux de se retirer de l'Organisation;
- 8. le retrait de la qualité de membre à un Etat membre, tel qu'il est prévu à l'article 24;
- 9. l'adoption du règlement de procédure du Conseil et des autres règles et règlements qu'il est tenu d'établir aux termes de la présente Convention.
- (iv) Les décisions du Conseil sur les autres questions sont prises à la majorité simple des voix de tous les Etats membres.
- (e) Dans le cas où certains Etats membres se sont formellement déclarés « non intéressés », les majorités seront considérées comme acquises sans la voix de ces Etats. Cette déclaration doit, en particulier, être faite dans le cas de la décision mentionnée au paragraphe (3) (d) (i) 7 du présent article par un Etat membre qui a décidé de ne pas participer à un programme ultérieur de l'Organisation.
- (f) La présence des délégués de la majorité des Etats membres est nécessaire pour constituer un quorum à toute réunion du Conseil.
- (g) En attendant le dépôt de leurs instruments de ratification, les Etats signataires de la présente Convention peuvent se faire représenter aux réunions du Conseil et participer à ses travaux. Ce droit n'inclut pas le droit de vote.
- (4) Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, et décide du lieu de ses réunions. Son Président peut convoquer des réunions supplémentaires.
- (5) Le Conseil élit un président et deux vice-présidents dont le mandat est d'un an et qui ne peuvent être réélus plus de deux fois consécutivement.
- (6) Compte tenu des dispositions de la présente Convention, le Conseil établit lui-même son règlement de procédure, son règlement financier et des instructions spéciales d'application.

Article 15

Secrétaire général et personnel

- (1) Le Conseil nomme un Secrétaire général, à la majorité des deux-tiers de tous les Etats membres, pour une période déterminée.
- (2) Le Secrétaire général est le fonctionnaire exécutif supérieur de l'Organisation et la représente dans les actes de la vie civile. Il est responsable devant le Conseil et lui soumet un rapport annuel sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de l'Organisation. Il prend part sans droit de vote à toutes les réunions du Conseil.

- (3) Le Secrétaire général a sous sa responsabilité:
 - (a) l'élaboration et la réalisation des programmes;
 - (b) la surveillance de leur exécution;
- (c) le contrôle des questions administratives, financières et juridiques;
- (d) la conduite des relations extérieures de l'Organisation.
- (4) Le Secrétaire général, compte tenu des instructions du Conseil, a le pouvoir de conclure avec un Etat membre, au nom de l'Organisation, des accords portant sur les opérations de l'Organisation sur le territoire soumis à la juridiction de cet Etat.
- (5) Le Conseil nomme un Secrétaire général aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la Convention. En attendant cette nomination, ou en cas de vacance ultérieure du poste ou en cas d'incapacité du Secrétaire général, le Conseil désigne une personne pour le remplacer. La personne ainsi désignée dispose des pouvoirs et responsabilités que le Conseil veut bien lui assigner.
- (6) Le Secrétairé général est assisté d'un Directeur technique, d'un Directeur administratif, d'un secrétariat et du personnel scientifique, technique et administratif autorisé par le Conseil.
- (7) Le Directeur technique et le Directeur administratif sont nommés par le Conseil en accord avec le Secrétaire général, pour une période déterminée, à la majorité des deux-tiers de tous les Etats membres.
- (8) Le Directeur technique est responsable devant le Secrétaire général de la mise en oeuvre de la politique et des programmes aurêtés par le Conseil.
- (9) Le Directeur technique doit, dans le cadre de la politique générale, des programmes et des budgets arrêtés par le Conseil:
- (a) établir des plans détaillés et devis pour l'exécution des programmes de recherches, de mise au point et de construction, y compris les programmes d'essais de tir s'y rapportant, décidés par le Conseil;
 - (b) assurer le contrôle de l'exécution de ces plans;
- (c) rendre compte au Secrétaire général de l'exercice de ses responsabilités.
- (10) Le personnel de l'Organisation doit avoir libre accès à tous les travaux exécutés en vertu de la présente Convention en vue d'assurer le contrôle technique adéquat et la coordination de ces travaux, sous réserve du droit des Etats membres, sur le territoire desquels ces travaux sont exécutés, de refuser l'accès à toute personne, conformément aux dispositions de l'article 7.
- (11) Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les personnes employées par l'Organisation ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Elles s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables que devant l'Organisation. Les Etats membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités de ces personnes et de ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.
- (12) Le recrutement du personnel est assuré en fonction de ses qualités techniques et compte tenu de la nécessité d'une répartition appropriée des emplois entre les ressortissants des Etats membres participant en programme en cours. Avant qu'il ne soit procédé à la

nomination d'un membre du personnel supérieur, ou à la confirmation de la nomination d'un membre du personnel subalterne, l'Etat membre dont l'intéressé est ressortissant doit être consulté par le Secrétaire général. Le Conseil peut, à la majorité des deux-tiers déléguer ses pouvoirs pour le recrutement du personnel au Secrétaire général, au Directeur technique et au Directeur administratif.

CHAPITRE IV. - PROGRAMMES

Article 16

Programme initial et étude des programmes ultérieurs

- (1) L'Organisation entreprendra comme programme initial l'étude, la mise au point et la construction d'un lanceur d'engins spatiaux utilisant pour premier étage la fusée « Blue Streak » et comme deuxième étage une fusée française. L'étude et la mise au point des autres éléments du système et d'une première série de satellites expérimentaux seront assurées conformément aux décisions du Conseil, pour autant que d'autres décisions n'auront pas été prises aux termes du protocole annexe à la présente Convention.
- (2) En ce qui concerne le programme initial, les essais de tir pour la mise au point du premier étage et du lanceur complet seront effectués à Woomera, Australie. Les essais de tir pour la mise au point des second et troisième étages seront effectués là où les conditions économiques et techniques seront les meilleures.
- (3) Dès sa création, l'Organisation poursuivra l'étude des possibilités futures et des besoins en matière de lanceurs et de champs de tir. Cette étude comportera des recherches expérimentales. A l'expiration d'une période de deux années, elle fera l'objet d'un rapport présenté au Conseil. Le Conseil envisagera alors quel nouveau programme doit être entrepris et quelle est l'orientation à donner au programme initial, compte tenu des progrès déjà réalisés et de l'état de la science.
- (4) Les règles de financement du programme initial font l'objet d'un protocole annexe à la présente Convention. Ce protocole comporte également le montant du budget qui sera alloué à l'étude mentionnée au paragraphe (3) du présent article au cours des deux premières années.
- (5) S'il est décidé d'entreprendre un programme ultérieur, la somme dépensée pour l'étude mentionnée au paragraphe (3) du présent article sera alors remboursée au programme initial et répartie en conséquence.

Article 17 Opérations dans les Etats membres

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, toute opération se rapportant au programme de l'Organisation sera exécutée conformément aux conditions acceptées par l'Etat membre sous la juridiction duquel les opérations ont lieu.

CHAPITRE V - FINANCEMENT

Article 18 Financement

(1) Les installations créées par les Etats membres evant le 1er novembre 1961, et dont la liste figure en de l'Organisation, qui seront précisées dans ce protoco-

sans frais à la disposition de l'Organisation pour son programme initial.

- (2) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3) du présent article, chaque Etat membre devra contribuer, conformément aux dispositions du protocole financier annexe à la présente Convention, aux dépenses effectuées par tout Etat membre pour les fins de l'Organisation, aux dépenses en capital et aux dépenses courantes de l'Organisation, y compris l'entretien des installations mises à sa disposition conformément au paragraphe (1) du présent article. Seul sera assuré le remboursement des dépenses dûment justifiées et effectuées à compter du 1er novembre 1961.
- (3) Eu égard à sa contribution aux dépenses faites sur le champ de tir de Woomera et ses installations annexes, et compte tenu du fait qu'elle a mis à la disposition de l'Organisation des installations d'essais appropriées et des installations annexes en Australie et qu'elle a offert sa coopération technique en ce domaine, l'Australie aura droit à devenir membre de l'Organisation sans autre contribution financière au programme initial et sera considérée comme ayant participé au coût de ce programme. Dans le cas où l'Australie désirerait participer aux programmes ultérieurs de l'Organisation, les conditions de sa participation seront arrêtées par consultations entre l'Australie et les autres Etats membres participant à ces programmes, en tenant notamment compte dans ces consultations de la mesure dans laquelle les installations existantes en Australie sont nécessaires à l'Organisation et peuvent être mises à sa disposition.
- (4) Des crédits devront être inscrits dans un chapitre particulier du budget du programme initial pour couvrir les dépenses concernant l'étude à entreprendre, en application des dispositions de l'article 16 de la présente Convention, en vue de l'examen des propositions pour un programme ultérieur.
- (5) Le financement de tout programme ultérieur approuvé par le Conseil fera l'objet d'une modification de l'échelle des contributions à effectuer selon les dispositions du protocole financier annexe à la présente Convention.

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS GENERALES

Article 19

Liste des définitions

Aux fins de la présente Convention, les termes employés dans celle-ci seront entendus dans le sens qui leur est donné dans la liste des définitions figurant en annexe.

Article 20

Statut juridique et privilèges

L'Organisation possède la personnalité juridique. L'Organisation a notamment la capacité juridique de contracter, d'acquérir et de céder des biens mobiliers et immobiliers et d'ester en justice. Un protocole à conclure entre les Etats membres déterminera les privilèges et immunités dont l'Organisation, ses fonctionnaires et les catégories de personnes prenant part aux travaux annexe à la présente Convention, doivent être mises le, jouiront sur le territoire de ces Etats, ainsi que les

privilèges et immunités dont jouiront les représentants des Etats membres au Conseil et les membres des organismes subordonnés.

Article 21 Amendements

- (1) Le Conseil peut recommander aux Etats membres des amendements à la présente Convention. Tout Etat membre désireux de proposer un amendement le notifiera au Secrétaire général. Le Secrétaire général informera tous les Etats membres de l'amendement ainsi notifié trois mois au moins avant son examen par le Conseil.
- (2) Les amendements recommandés par le Conseil doivent être acceptés par écrit. Ils entrent en vigueur trente jours après réception par le Gouvernement du Moyaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des déclarations d'acceptation de tous les Etats membres. Le Gouvernement du Royaume-Uni informe tous les Etats membres de la date à laquelle les amendements entrent en vigueur.
- (3) Le Conseil peut à l'unanimité amender le protocole financier annexe à la présente Convention. Ces amendements entrent en vigueur à la date décidée par le Conseil. Le Secrétaire général informe tous les Etats membres des amendements ainsi adoptés et de la date de leur entrée en vigueur.
- (4) Les Etats membres adhérant à la présente Convention après son entrée en vigueur recevront une notification des amendements à la présente Convention et seront réputés les avoir acceptés.

Article 22 Différends

- (1) Dans le cas où un différend entre deux ou plusieurs Etats membres ou anciens membres de l'Organisation, ou entre l'un ou plusieurs d'entre eux et l'Organisation. relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, n'aura pas été réglé par les bons offices du Conseil, et à moins que les parties au différend ne se mettent d'accord sur un autre mode de règlement pacifique, un tribunal d'arbitrage sera institué à la requête de l'une des parties.
- (2) Chacune des parties au différend désignera un membre de ce tribunal, dans un délai de deux mois à partir du jour de réception par elle de la requête de l'autre partie. Si plusieurs Etats membres ou anciens membres de l'Organisation sont co-demandeurs ou codéfendeurs, ces Etats se mettront d'accord sur un membre commun. Les membres ainsi désignés se mettront d'accord sur le choix du président du tribunal d'arbitrage, qui devra être un ressortissant d'un Etat membre autre ques les Etats parties au différend. Si tous les Etats membres sont parties au litige, le président du tribunal d'arbitrage ne pourra pas être un ressortissant d'un Etat membre ou ancien membre de l'Organisation, mais un ressortissant d'un Etat membre du Conseil de l'Europe. Dans le cas où, dans le délai de deux mois prévu ci-dessus, l'une des parties n'aurait pas désigné le membre du tribunal d'arbitrage dont la nomination lui incombe, ou dans le cas où, dans un délai de deux mois à compter de la désignation de tous les membres du tribunal d'arbitrage, ceux-ci ne se seraient pas mis d'accord sur la désignation du président, membres de l'Organisation au moment de la dissolution,

- le Président de la Cour de Justice des Communautés européennes procèdera à ces désignations à la requête de l'une quelconque des parties.
- (3) Le tribunal d'arbitrage décide à la majorité des voix. Les décisions ont force obligatoire pour les parties au litige. Chaque partie assume la charge des dépenses concernant son membre au tribunal d'arbitrage et celle des dépenses de sa représentation dans la procédure devant le tribunal. En outre, à moins que le tribunal n'en décide autrement, les parties au litige assument à parts égales la charge des dépenses concernant le président du tribunal d'arbitrage et des autres dépenses. A tous autres égards, le tribunal d'arbitrage fixe ses règles de procédures.

Article 23 Retrait

- (1) Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat membre pourra la dénoncer par notification adressée par écrit au Gouvernement du Royaume-Uni. Cette dénonciation prend effet à la fin de l'exercice financier au cours duquel elle a été notifiée, si la notification est donnée dans les neuf premiers mois de cet exercice financier. Si la notification est donnée dans les trois derniers mois d'un exercice financier, elle prend effet à la fin de l'exercice financier suivant.
- (2) Un Etat membre ne peut se retirer de l'Organisation avant l'exécution complète de tout programme auquel il a donné sa participation.
- (3) Le Conseil déterminera, en accord avec l'Etat désireux de se retirer de l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe (1), si, dans quelle mesure et dans quelles conditions les dispositions du chapitre II devront continuer à s'appliquer après le retrait de cet Etat, et des arrangements devront être conclus en ce qui concerne la continuation de l'utilisation des installations situées sur le territoire de cet Etat et qui ont été mises à la disposition de l'Organisation.

Article 24 Inexécution des obligations

Tout Etat membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre de l'Organisation, à la suite d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux-tiers de tous les Etats membres. Des dispositions seront prises au sujet des instablations utilisées par l'Organisation sur le territoire de cet Etat.

Article 25 Dissolution

L'Organisation peut être dissoute à tout moment par accord entre les Etats membres. Sous réserve de tout accord qui pourrait intervenir entre les Etats membres au moment de la dissolution, l'Etat sur le territoire duquel se trouvera à ce moment le siège de l'Organisation sera, de concert avec elle, responsable de la liquidation de l'Organisation et de la dévolution, au nom de l'Organisation, de tous les biens dont celle-ci est propriétaire et qui sont situés sur le territoire des Etats membres, et l'actif sera réparti entre les Etats au prorata des contributions versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Etats, au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS FINALES

Article 26 Signature

La présente Convention et les protocoles annexes, qui en font partie intégrante, seront ouverts à Londres jusqu'au 31 mars 1962 à la signature des Etats qui ont été représentés par des délégués ou des observateurs à la Conférence tenue à Londres du 30 octobre 1961 au 3 novembre 1961.

Article 27

Ratification et adhésion

- (1) La présente Convention et les protocoles annexes sont soumis à ratification.
- (2) Les instruments de ratification et, pour les Etats adhérant à la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article 3, les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 28 Entrée en vigueur

- (1) La présente Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur quand les instruments de ratification auront été déposés, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article 27, par des Etats dont les contributions, selon le barème figurant à l'annexe au protocole financier, atteignent un total d'au moins 85%.
- (2) La présente Convention et les protocoles annexes entreront en vigueur pour tout Etat qui dépose son instrument de ratification ou d'adhésion postérieurement à leur entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée au paragraphe précédant, à la date du dépôt de cet instrument.

Article 29 Notifications

- (1) Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les Etats signataires le dépôt de chaque instrument de ratification et l'entrée en vigueur de la présente Convention, et à tous les Etats membres le dépôt de chaque instrument d'adhésion.
- (2) Le Gouvernement du Royaume-Uni adressera une notification à tous les Etats membres chaque fois qu'un Etat membre dénoncera la présente Convention ou cessera de faire partie de l'Organisation.

Article 30 Enregistrement

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention et des protocoles annexes, le Gouvernement du Royaume-Uni les fera enregistrer auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En fois de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Londres, le 29 mars 1962, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en délivrera une copie certifiés conforme à tous les Etats signataires et adhérents.

Pour le Commonwealth d'Australie; E. J. HARRISON

The Government of the Commonwealth of Australia has signed this Convention on the understanding:

- (i) that with regard to the safety aspects of the Organisation's activities in Australia and in the territories within Australian jurisdiction the Organisation will in advance satisfy the requirements of the Australian Government and
- (ii) that the provisions of the Convention relating to disputes and arbitration do not extend to security matters associated with the Organisation's activities in Australia and in territories within Australian jurisdiction, these being matters which will remain the responsability of the Australian Government
 - E. J. HARRISON

Pour le Royaume de Belgique:

J. DE THIER

Pour le Royaume de Danemark:

Pour la République Française:

J. CHAUVEL

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

R. THIERFELDER

Pour la République Italienne:

P. QUARONI

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. BENTINCK

Pour l'Espagne:

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

PETER THORNEYCROFT
EDWARD HEATH

ANNEXE MENTIONNEE A L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION

Liste des installations créées avant le 1er novembre 1961

I. - AUSTRALIE

Chapitre

Remarques

- 1. Zone de lancement Lac Hart (à 45 km. de Woomera).
- 1.1 Installations de lancement
 - (a) Emplacement Modifications d'ordre secondaire nécessaires pour la nouvelle direction de

lancement.

(b) Tour d'entretien A surélever pour l'engin de l'Organisation.

Chapitre	Remarqu es	Chapitre	Remarques			
(c) Chaussée, poste d'essai et ateliers d'entretien	Modifications d'ordre se- condaire nécessaires à l'adaptation des installa- tions à l'engin de l'Orga- misation.	(c) Soutes d'azote ga- zeux (d) Soutes de kéro- sène et pompage	Complètes (11 tonnes sous une pression de 351 kg.//cm.² [5.000 p.s.i.]). (2 réservoirs de 7.300 l. environ [16.000 gallons]):			
(d) Réservoir d'oxy- gène liquide (OL) et bâtiment de pompage	(2 réservoirs de 80 tonnes avec pompes et tuyaute- rie). Modifications d'or- dre secondaire nécessaires à l'adaptation des instal- lations à l'engin de l'Or-		Modifications d'ordre se- condaire nécessaires à l'a- daptation des installa- tions aux besoins de l'Or- ganisation.			
(e) Installation pour kérosène	ganisation. Modifications d'ordre se- condaire nécessaires à	(e) Entrepôts pour équipement de manutention au sol	Complets. Des installations additionnelles peuvent être nécessitées par les besoins de l'Organisation.			
	l'adaptation des installa- tions à l'engin de l'Orga- nisation.	(f) Câblage	Complet.			
(f) Installations pour azote gazeux	Modifications d'ordre se- condaire nécessaires à l'adaptation des installa-	1.3 Poste de tir	Lac Hart. (Blockhaus à 1.200 m. environ de la rampe de lancement).			
(a) Inskallation	tions à l'engin de l'Organisation.	(a) Aile de comman- de de tir et d'en- registrement	Ne comprend pas l'équipe- ment de contrôle de l'en- gin, qui sera fourni par			
(g) Installations contre l'incendie	Soute d'une capacité de 13.638 hl. (300.000 gallons). Débit maximal: 181.80 hl./mm. (4.000 gallons/minute). Modifi-		d'autres. Modifications né- cessaires pour adapter les installations existan- tes à l'engin de l'Orga- nisation.			
(h) Dispositifs de té-	cations d'ordre secondaire nécessaires por l'adapta- tion à l'engin de l'Orga- nisation. (6 appareils de télévision et	(b) Aile nord	Complète (bureaux, garage pour matériel anti-incen- die, garage pour ambu- lances, poste de secours,			
lévision et camé- ras de pied de	4 caméras de pied de ram- pe). Modifications d'ordre secondaire nécessaires à	(c) Aile sud	poste de garde). Complète (entrepôt, atelier, W.C., etc.)			
rampe	l'adaptation des installa- tions à l'engin de l'Orga- nisation.	(d) Aile est	Complète (cuisine et salle à manger pour 150 personnes).			
(i) Postes d'observa- tion	Complets (3 postes pour l'observation directe).	(e) Câbla ge	Complet en partie. Modifi- cations nécessaires pour l'adaptation à l'engin de			
(j) Fosse d'évacua- tion du propergol	Complète.		l'Organisation.			
(k) Câblage (vers le poste de tir)	Dépenses d'ordre secondaire nécessaires à l'adaptation	1.4 Zone de support	Lac Hart.			
	des installations à l'engin de l'Organisation.	technique Atelier sur la base du W.R.E.	Installation provisoire seu- lement. Des installations			
(1) Télémesure et ra- dar, équipement de pilotage exter- ne des répondeurs	Equipement disponible mais non installé; dépenses d'ordre secondaire nécessaires à l'adaptation		additionnelles seront né- cessaires pour répondre aux besoins de l'Organi- sation.			
	des installations à l'engin de l'Organisation.	1.5 Infrastructure de ser- vitude	Lac Hart.			
1.2 Zone d'installations communes	Lac Hart.	(a) Alimentation électrique	Complète.			
(a) Soute d'azote liquide (AL)	(1 réservoir de 56 tonnes). Complète.	(b) Routes d'accès (c) Alimentation en	Complètes.			
(b) Installation de transformation d'azote liquide azote gazeux	(Environ 226 kg./heure). Complète.	eau (d) Transmissions	Complètes à 50 %. (Inter- communication, zone de lancement base de départ)			

Chapitre

- Zone technique de Woomera
- 3.1 Installation de dégraissage
- 2.2 Installations de séparation d'air
 - (a) Bâtiment et installation
 - (b) Réservoirs de stockage
- 2.3 Véhicules de transport d'oxygène liquide et d'azote liquide
- Equipement de base
- 8.1 Bâtiments d'instrumentation
 - (a) Commande de la portée
 - (b) Distribution du temps et programmation
 - (c) Contrôle de la trajectoire
 - (d) Commande de destruction
 - (e) Télémesure
- 8.2 Station d'observation intermédiare
 - (a) Télémesure
 - (b) Radar FPS16
 - (c) Equipements de transmission des données
- 8.3 Station d'observation intermédiaire
 - (a) Radar FPS16
 - (b) Equipements de transmission des données
- 8.4 Installations généra-
 - (a) Dispositif de répérage optique et emplacement des écrans
 - (b) Instrumen. tation générale des champs de tir

- A Woomera.
- Modifications d'ordre secondaire nécessaires.

Remarques

- Existe. (Rendement 80 tonnes OL/20 tonnes AL à 50 tonnes OL/30 tonnes AL, par semaine).
- Modifications d'ordre secondaire nécessaires pour l'adaptation de l'installaganisation.
- (4 de 80 tonnes OL; 1 de 56 tonnes AL). Complets.
- (3 camions-citernes de 60.000 litres [16.000 gallons]; 2 OL, 1 AL). Complets.
- A utiliser en commun avec d'autres projets sur la base de Woomera.
- A la base de départ.

Existe.

Existent.

Existe (pour raisons de sécurité). Un autre prédicteur d'impact peut être nécessité par l'Organisation.

Existe.

Existe.

Mirikata.

Existe.

Existe.

Existent.

Red Lake

Existe.

Existent.

Exigence de sécurité. Existe partiellement, mais une certaine modification est nécessaire pour l'adaptation à l'engin de l'Orgamisation.

Les installations existantes sont disponibles.

Chapitre

Remarques

- 4. Salisbury
 - Près d'Adélaide.
- 4.1 Bâtiments pour les constructeurs Nos. 44, 184, etc.
- 4.2 Installation pour le nettoyage et les essais des composants, selon les normes de l'oxygène liquide

Modifications d'ordre secondaire nécessaires pour répondre aux besoins de l'Organisation.

II. - FRANCE

- tion aux besoins de l'Or- 1. Installations d'essais de propulsion à liquide Plusieurs bancs d'essais seront utilisables au L.R. B.A. de Vernon.
 - PF 1: Pour chambre jusqu'à 25 t. de poussée pendant 25 sec.
 - PF 2: Pous 35 t. pendant 120 sec. ou 60 t. pendant 10 sec. environ.
 - PF 4: Prévu pour 100 t. de poussée pendant 120 sec.
 - Les bancs PF 2 et PF 4 peuvent recevoir des engins ou étages complets.
 - L'usage des bancs comporte l'usage des bâtiments de servitude divers, installations de stockage de propergols et installations de mesure;

bancs d'essais de générateurs à gaz

bancs d'essais d'accessoires de moteur (valves, tuyauterie, etc.).

- 2. Installations d'essais de structure
 - Installations d'essais statiques avec simulation d'échauffement cinétique (à l'E.A.T. de Tou-

Seule l'installation la plus importante est citée. D'autres installations plus modestes existent et pourront être utilisées selon les besoins.

- · Installation et matériels d'essais dynamiques de l'O.N.E.R.A. (y compris ballottement des liquides)
- 3. Moyens d'essais aérodynamiques et aérothermiques Souffleries supersoniques de Veron, Modane et Saint

Souffleries hypersoniques à réchauffe: 3 en service jusqu'à Mach 9 (O.N.E.R.A., Sud Aviation, I.M.F.M.)

Tunnels de tir: 2 tunnels en service: Institut francoallemand de Saint-Louis et L.R.B.A. de Vernon (jusqu'à 1.500m/sec.).

4. Moyens d'essais d'équipement

Installation de simulation analogique notamment au L.R.B.A. de Vernon et à Sud Aviation Cannes avec possibilité d'introduction d'éléments réels.

- Installation de calcul arithmétique en temps réel pouvant être couplée avec la simulation analogique.
- Installations d'essais des équipements ou des éléments d'engins aux ambiances sonores, vibratoires, thermiques, etc.
- Le laboratoire le plus complet est celui de Sud Aviation à Cannes. Il comprend entr'autres comme installations remarquables:
 - une chambre sonore reverbérante AVCO de 160 db maximum (volume 6m3).

- une chambre sonore reverbérante AVCO de 1m³ de 170 à 180 db.
- une table vibrante MBC 210 (500 kg. à 20 g en vibration sinusoïdale).
- trois caissons d'essais aux ambiances physiques de 20m³ chacun.

Note. - Les installations suivantes existaient ou étaient en cours d'établissement avec financement officiel en France, dans des établissements d'Etat ou chez des industriels, a la date du 1er novembre 1961.

III. - ROYAUME-UNI

SPADEADAM

1. Zone administrative

Bureau central

Ateliers principaux, laboratoires et installations pour le traitement des déchets photographiques Salle des chaudières

Laboratoire d'essais du matériel (essai des soupapes sous pression, etc.)

Garages (véhicules de transport à moteur et grues) Bloc chirurgical

Installations pour le traitement des eaux domestiques Cantine et lieu d'hébergement

2. Zone d'oxygène liquide

Une instablation d'oxygène liquide de 50 tonnes par jour

Une installation de compression d'azote gazeux Une soute de 600 tonnes d'oxygène liquide Une soute d'azote liquide Des tours de réfrigération des eaux

8. Zone des essais des éléments constitutifs

2 bancs d'essai de générateurs à gaz

Véhicules citernes d'oxygène liquide

2 banes d'essai de turbo-pompes

1 banc d'essai de pompe

1 banc d'essai d'azote gazeux à haute pression Un laboratoire pour essais à débits d'eau élevés Bassins de neutralisation

Salle de commande, instrumentation et atelier Bâtiment administratif

4. Zone d'essai des propulseurs

Banc d'essai pour un seul propulseur (A3) avec des réservoirs renforcés simulant la forme des engins

Banc d'essai pour double propulseurs (A2) avec des réservoirs renforcés simulant la forme des engins Banc d'essai pour double propulseurs (A1) modifié en vue d'essais limités du lanceur

Soutes de 200 tonnes d'oxygène liquide et système de pompage

Salle de commande et istrumentation

Atelier de préparation de moteurs

Bassins de neutralisation, etc.

Soute de kérosène et système de pompage

Salle de pompage pour les eaux de réfrigération, etc. et réservoir de 45.430 hl. (un million de gallons)

Batiments administratifs en bois

5. Zone d'essai des engins

Un banc d'essai d'engins (chambres de matériel souterraines)

Une tour mobile d'entretien

Soute de 200 tonnes d'oxygène liquide et système de pompage

Soute de kérosène et système de pompage

Salle de commande et instrumentation

Salle de pompage pour les eaux de refroidissement, etc. et un réservoir 45.430 hl. (un milion de gallons)

Bassins de neutralisation

Bâtiments administratifs en bois

6. Autres services sur la base

Alimentation en électricité de 25.000 KVA. — sousstation et poste de distribution et de contrôle

Un réservoir d'eau principal de 90.860 hl. (2 millions de gallons)

Des pompes d'aspiration d'eau à partir de la rivière Irthing, etc.

Note. - Les installations figurant dans la liste ci-dessus avaient été achevées, pour la plupart, à la date du 1er novembre 1961. Après cette date, des travaux additionnels de nature variée ainsi que les travaux qui restaient à accomplir sur le banc d'essai des engins et la tour d'entretien ont été poursuivis. La cantine et le lieu d'hébergement sont des bâtiments provisoires.

ANNEXE MENTIONNEE A L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION

Définitions

- 1. Engin spatial: véhicule destiné a être placé en orbite comme satellite de la Terre ou d'un autre corps céleste, ou à suivre une autre trajectoire dans l'espace.
- 2. Lanceur d'engin spatial: fusée comportant généralement plusieurs étages et destinée à placer un engin spatial dans les conditions requises d'altitude et de vitesse (grandeur et direction) pour lui faire suivre la trajectoire prévue.
- 3. Programme: ensemble des recherches, études, essais et travaux administratifs de l'Organisation ayant pour but la réalisation d'un lanceur d'engin spatial.
- 4. Installations: équipements, bâtiments, installations au sol, associés ici à un lanceur d'engin spatial, ou à un engin spatial pour la recherche, les études, les expériences, la fabrication, l'entretien, le remplissage, les essais, le lancement, le guidage ou l'observation.
- 5. Essai de tir: essai de lancement d'un ou plusieurs étages, ou du lanceur tout entier.
- 6. Satellite expérimental: satellite ayant pour but principal de vérifier l'aptitude du lanceur à placer un satellite sur orbite d'une manière satisfaisante. Il est destiné à l'étude des conditions d'ambiance affectant le satellite pendant la phase propulsée, à l'étude de la séparation d'avec le dernier étage et du mouvement résiduel imprimé au satellite par cette séparation.

Protocole financier annexe à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux.

Les Etats parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux (ci-après dénommée « la Convention »);

Désireux de pourvoir à l'administration financière de latide Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Budget

- (1) L'année financière de l'Organisation commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.
- (2) Le Secrétaire général soumettra au Conseil, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, pour examen et approbation, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'année financière suivante.
- (3) Les prévisions de recettes et de dépenses seront réparties en chapitres généraux. Des virements ne pourront être effectués à l'intérieur du budget qu'avec l'accord du comité financier visé à l'article 3. La forme exacte des prévisions sera déterminée par le comité financier, sur avis du Secrétaire général.
- (4) La préparation et l'exécution du budget seront exécutées conformément au règlement financier mentionné à l'article 3 du présent protocole.
- (5) Les sommes nécessaires à la réalisation de l'étude mentionnée à l'article 16 (3) de la Convention sont évaluées à 2 millions de livres sterling. Dans cette limite, les dépenses correspondantes pourront être engagées sur le budget du programme initial.

Article 2

Budget supplémentaire

- (1) Le Conseil peut inviter le Secrétaire général à présenter un budget supplémentaire ou révisé, si les circonstances le rendent nécessaire.
- (2) Aucune résolution impliquant des dépenses additionnelles ne pourra être considérée comme adoptée par le Conseil tant que celui-ci n'aura pas approuvé une évaluation desdites dépenses soumise par le Secrétaire général et qu'il ne se sera pas assuré que les crédits nécessaires ont été ou seront inscrits au budget.

Article 3

Comité financier

Un Comité financier composé de représentants de tous les Etats membres sera institué auprès du Conseil. Les fonctions de ce Comité financier seront définies par un règlement financier soumis à l'approbation du Conseil. Le Secrétaire général soumettra pour examen, à ce comité, les prévisions budgétaires qui seront transmises ensuite au Conseil, accompagnées du rapport du comité. Le règlement financier contiendra toutes les règles nécessaires à la bonne administration financière de l'Organisation.

Article 4

Contributions

(1) Pour la période financière prenant fin le 31 décembre 1962, le Conseil adoptera, selon la procédure prévue à l'article 3, des dispositions budgétaires provisoires qui devront inclure des crédits destinés à faire face aux frais engagés à partir du 1er novembre 1961, au titre des travaux relatifs à la mise au point du lanceur d'engins spatiaux qui constitue le programme initial de l'Organisation. Les dépenses approuvées conformément à ces dispositions seront couvertes au moyen des contributions prévues au paragraphe 1 de l'annexe au présent protocole.

- (2) Pour les années financières suivantes, pendant la durée du programme initial de l'Organisation, les dépenses budgétaires approuvées seront couvertes par les contributions des Etats membres, qui seront calculées au prorata des pourcentages fixés par le paragraphe 2 de l'annexe au présent protocole, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 (c) de la dite annexe.
- (3) En ce qui concerne les dépenses afférentes aux programmes ultérieurs de l'Organisation, un barème de contributions revisé sera soumis par le Conseil à l'approbation de tous les Etats membres.
- (4) Si un Etat devient membre de l'Organisation après le 31 décembre 1962, les contributions des Etats membres seront réajustées par le Conseil sur les bases suivantes. Tout excédent de recettes provenant des contributions sera d'abord consacré à la réduction des contributions des Etats membres qui ont été augmentées du fait du jeu du paragraphe 1 (c) de l'annexe au présent protocole. Tout excédent restant sera appliqué à la réduction des contributions de tous les Etats membres. Cette réduction sera calculée au prorata des pourcentages fixés par le paragraphe 2 de l'annexe au présent protocole. Le nouveau barème prendra effet à partir du début de l'année financière en cours.
- (5) Les engagements consentis par les Etats membres sont calculés sur la base d'un devis estimatif de 70 millions de livres sterling. Ce devis comprend des marges de sécurité importantes. S'il apparaît, néanmoins, que ce devis risque d'être dépassé, les Etats membres se consulteront sur les décisions à prendre.

Article 5

Paiement des contributions

- (1) (a) Le Comité financier fixera, après avis du Secrétaire général, les conditions dans lesquelles les versementes de contributions seront effectués pour être compatibles avec un financement satisfaisant de l'Organisation.
- (b) Le Secrétaire général notifiera ensuite aux Etats membres le montant de leurs contributions et il demandera à tous les Etats membres, pari passu, les paiements au titre de ces contributions dans la mesure nécessaire à la converture des besoins de l'Organisation et dans les limites du budget annuel.
- (2) Le budget de l'Organisation sera exprimé en unités de compte définies par un poids de 0,88867088 grammes d'or fin.
- (3) (a) Chaque Etat membre effectuera les versements au titre de sa contribution dans sa propre monnaie, mais accordera, à la demande du Secrétaire général, toutes facilités nécessaires au transfert de tout ou partie de ces paiements en une autre monnaie, si de tels transferts sont conformes aux buts de l'Organisation. Dans le cas où de tels transferts seraient envisagés, le Secrétaire général informera au préalable les autorités financières des Etats membres en question.
- (b) Le Secrétaire général limitera autant que possible le recours à de tels transferts.

Article 6

Fonds de roulement

Sur proposition du comité financier, le Conseil pourra créer un fonds de roulement. Si un fonds de roulement est créé, il sera régi conformément au règlement financier mentionné à l'article 3 du présent protocole.

Article 7

Tenue et vérification des comptes

- (1) Le Secrétaire général prendra des dispositions pour qu'il soit tenu un compte exact de toutes les recettes et de toutes les dépenses conformément au règlement financier mentionné à l'article 3 du présent protocole.
- (2) Le Conseil nommera, pour une première période de trois ans, trois commissaires aux comptes, qui seront de hauts fonctionnaires des Etats membres et dont les pouvoirs pourront être renouvelés. Ces commissaires aux comptes examineront les comptes de l'Organisation; en particulier, il leur appartiendra de certifier que les dépenses ont été exécutées dans les limites fixées par le règlement financier visé à l'article 3 et conformément aux dispositions du budget; leur rapport portera sur la qualité et la rigueur de la gestion tinancière de l'Organisation à l'exclusion des questions de politique générale; il pourront aborder les questions touchant aux procédures financières, au système comptable, au contrôle financier interne et aux conséquences financières des procédures administratives; il rempliront enfin toutes autres fonctions qui leur seront dévolues par le règlement financier précité.
- (3) Le Secrétaire général fournira aux commissaires aux comptes toutes informations et leur apportera toute l'aide qui peuvent leur être nécessaires pour remplir leur mission.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fair à Londres, le 29 mars 1962, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretague et d'Irlande du Nord, qui en délivrera une copie certifiée conforme à tous les Etats signataires et adhérents.

Pour le Commonwealth d'Australie:

E. J. HARRISON

Pour le Royaume de Belgique:

J. DE THIER

Pour le Royaume de Danemark:

Pour la République Française:

J. CHAUVEL

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

R. THIERFELDER

Pour la République Italienne:

P. QUARONI

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. Bentinck

Pour l'Espagne:

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

PETER THORNEYCROFT

EDWARD HEATH

ANNEXE MENTIONNEE A L'ARTICLE 4 DU PROTOCOLE FINANCIER

- 1. Contributions pour la période se terminant le 31 décembre 1962
- (a) Les Etats parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur, ainsi que les autres Etats qui pourraient devenir membres de l'Organisation avant le 31 décembre 1962, fourniront des contributions correspondant à la totalité des sommes prévues par les dispositions budgétaires provisoires adoptées par le Conseil conformément au paragraphe (1) de l'article 4 du protocole financier.
- (b) Les contributions des Etats qui seront membres de l'Organisation à l'époque où le Conseil adoptera les premières dispositions budgétaires provisoires seront provisoirement calculées sur les bases fixées au paragraphe 2 de la présente annexe.
- (c) Dans le cas où certains des pays figurant à la liste du paragraphe 2 de la présente annexe ne sont pas membres de l'Organisation, les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se concerteront pour déterminer de quelle manière l'insuffisance des contributions sera couverte.
- (d) Les contributions des Etats qui deviennent membres de l'Organisation pendant la période comprise entre la date de l'adoption des premières dispositions budgétaires provisoires et le 31 décembre 1962 seront provisoirement calculées de telle manière que les rapports entre les contributions provisoires de tous les Etats membres soient les mêmes que ceux qui existent entre les pourcentages fixés dans le paragraphe 2 de la présente annexe, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 (c) de ladite annexe. Ces contributions serviront, soit, comme prévu dans l'alinéa (e) ci-dessous, à rembourser a posteriori une partie des contributions provisoires précédemment payées par les autres Etats membres, soit à faire face aux dépenses budgétaires additionnelles approuvées par le Conseil durant cette période.
- (e) Les contributions définitives dues pour la période se terminant le 31 décembre 1962, par tous les Etats qui seront alors membres de l'Organisation, seront rétroactivement calculées après cette date sur la base du budget total pour ladite période, en sorte qu'elles soient égales à ce qu'elles auraient été si tous les Etats avaient été parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur. Toute somme payée par un Etat membre, et excédant sa contribution calculée rétroactivement selon les règles ci-dessus, sera portée au crédit de cet Etat.
- (f) Si tous les Etats mentionnés au barème fixé par le paragraphe 2 de la présente annexe sont devenus membres de l'Organisation avant le 31 décembre 1962, les pourcentages de leurs contributions au budget total pour cette période seront ceux qui sont fixés dans ce barème.

2. Barème de base pour le calcul des contributions pendant la période du programme initial de l'Organisation:

											Pourcentage
République	ľ	red (eral	е	d'A	lle	ma	gn	9		18,92
Australie	•									•	*
Autriche						•		•		•	1,3 2
Belgique											2,85
Danemark											1,37
Espagne											2,95
France .											20,57
Italie											9,78
Norvège .											1,11
Pays-Bas											2,64
Royaume-U	11 i	ί.									33,33
Suède .											2,90
Suisse .											2,26
	Total .					•				100,00	

* Nota: La contribution australienne consiste à mettre à la disposition de l'Organisation le champ de tir et les installations annexes appropriés et la coopération technique rendue possible par l'exéprience scientifique acquise par l'Australie, au cours des essais effectués en Australie et à l'occasion de l'analyse des résultats de ces essais. L'ensemble de cette contribution est rendu possible par la mise au point de l'installation tout entière et par les dépenses considérables consenties par l'Australie à cet effet.

Protocole concernant certaines responsabilités à l'égard du programme initial

Les parties à la Convention portent création d'une Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux (ci-après dénommée « la Convention »);

Sont convenus de ce qui suit:

- (1) L'étude, la mise au point et la construction du troisième étage du système de lanceurs, à réaliser conformément à l'article 16 de la Convention, seront exécutées sous la direction des autorités et organismes de la République Fédérale d'Allemagne.
- (2) L'étude, la mise au point et la construction de la première série de satellites expérimentaux, y compris l'équipement électronique qu'ils contiennent, à réaliser conformément à l'article 16 de la Convention, seront exécutées sous la direction des autorités et organismes de la République Italienne.

- (3) L'étude, la mise au point et la construction de l'équipement des stations terrestres de guidage intermédiaires, à réaliser conformément à l'article 16 de la Convention, seront exécutées sous la direction des autorités et organismes du Royaume de Belgique.
- (4) L'étude, la mise au point et la construction des liaisons de télémesure à longue portée ainsi que l'équipement au sol annexe, à réaliser conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention, seront exécutées sous la direction des autorités et organismes du Royaume des Pays-Bas.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fair à Londres, le 29 mars 1962, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en délivrera une copie certifiée conforme à tous les Etats signataires et adhérents.

Pour le Commonwealth d'Australie:

E. J. HARRISON

Pour le Royaume de Belgique:

J. DE THIER

Pour le Royaume de Dancmark:

Pour la République Française:

J. CHAUVEL

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

R. THIERFELDER

Pour la République Italienne:

P. QUARONI

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. Bentinck

Pour l'Espagne:

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

PETER THORNEYCROFT EDWARD HEATH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri

FANFANI

LEGGE 6 marzo 1965, n. 259.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo Internazionale sull'olio d'oliva 1963, adottato a Ginevra il 20 aprile 1963.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo internazionale sull'olio d'oliva 1963 adottato a Ginevra il 20 aprile 1963.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui al precedente articolo a decorrere dal giorno della sua entrata in vigore in conformità all'articolo 36 dello Accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'Accordo predetto si fa fronte, per l'esercizio finanziario 1963-1964, con riduzione dello stanziamento del capitolo n. 574 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per lo esercizio stesso e per il periodo 1º luglio-31 dicembre 1964, mediante riduzione del Fondo speciale iscritto nella parte straordinaria dello stato di previsione dello stesso Ministero per il periodo suindicato, per il finanziamento di oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addi 6 marzo 1965

SARAGAT

Moro — Fanfani — Colombo — Ferrari Aggradi — Lami Starnuti — Mattarbila

Visto, il Guardasigilli: REALE

Accordo internazionale sull'olio d'oliva 1963 (Ginevra, 20 aprile 1963)

ACCORD

INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE, 1963

PRÉAMBUL**A**

i) Rappelant que la culture de l'olivier:

est une culture fruitière pérenne qui, dans des conditions jugées normales, commence à produire à un âge variant entre 6 et 15 ans pour atteindre sa matusité entre 80 et 120 ans,

est une culture indispensable à l'entretien et à la conservation de certains sols et permet de valoriser des terrains qui ne supportent pas l'implantation d'autres cultures,

est une culture dont dépendent l'existence et le niveau de vie de millions de familles qui sont absolument dépendantes des mesures qui sont prises pour maintenir et développer la consommation de ses produits, tant dans les pays producteurs eux-mêmes que dans les pays consommateurs non producteurs,

Rappelant que, si l'huile d'olive qui représente la principale ressource tirée de la culture de l'olivier, occupe une place relativement restreinte dans l'alimentation mondiale actuelle, elle n'en constitue pas moins un produit de base essentiel dans les régions où ladite culture est implantée,

Soulignant, à cet égard, la très grande importance de cette production dans l'économie de nombreux pays,

ii) Rappelant que la caractéristique essentielle du marché de l'huile d'olive réside dans l'irrégularité des récoltes et de l'approvisionnement du marché, ces irrégularités se traduisant par des fluctuations dans la valeur de la production, par l'instabilité des prix et des recettes d'exportation, ainsi que par des écarts considérables dans les revenus des producteurs,

Rappelant qu'il en résulte des difficultés spéciales qui peuvent causer des préjudices graves aux intérêts des producteurs et des consommateurs et compromettre les politiques générales d'expansion économique dans les pays des régions où la culture de l'olivier est implantée et où elle est susceptible de l'expansion nécessaire,

Soulignant qu'il importe de remédier à cette situation par des mesures appropriées tenant compte des données très particulières de la culture de l'olivier et du marché de l'huile d'olive,

- iii) Rappelant que ces mesures dépassent le cadre national et qu'une action internationale est indispensable,
- iv) Estimant qu'il est essentiel de poursuivre en la développant l'oeuvre de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956, modifié par le Protocole du 3 avril 1958,

Les Gouvernements parties au présent Accord sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS GENERAUX

Article premier

Le présent Accord a pour but:

- 1. D'assurer entre les pays exportateurs d'huile d'olive, producteurs ou non, une concurrence loyale, et aux pays importateurs la livraison d'une marchandise conforme à tous les termes des contrats passés;
- 2. De mettre en œuvre ou de faciliter l'application des mesures tendant à l'expansion de la production, de la consommation et des échanges internationaux d'huile d'olive;
- 3. De réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché;
- 4. De poursuivre en la développant l'œuvre de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956.

CHAPITRE II

MEMBRES

Article 2

L'Accord est ouvert aux Gouvernements de tous les Etats membres des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui estiment être intéressés par les problèmes concernant l'huile d'olive et qui remplissent les conditions prévues à l'article 36 du présent Accord.

CHAPITRE III

DÉFINITIONS

Article 3

- 1. Par « Conseil » on entend le Conseil oléicole visé à l'article 21 du présent Accord.
- 2. Par « Comité exécutif » on entend le Comité institué dans les conditions définies à l'article 30 du présent Accord.
- 3. Par « campagne oléicole » on entend la période allant du 1er octobre che chaque année au 30 septembre de l'année suivante.
- 4. Par « Gouvernement d'un pays principalement producteur » on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires, quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956-57 à 1961-62, une quantité d'huile d'olive supérieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1957 à 1962.
- 5. Par « Gouvernement d'un pays principalement importateur » on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires, quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956-57 à 1961-62, une quantité d'huile d'olive inférieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1957 à 1962.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Article 4

Les Gouvernements participants s'engagent à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 5

Les Gouvernements participants s'engagent à prendre les mesures qu'ils estiment appropriées pour faciliter les échanges et développer la consommation de l'huile d'olive.

Article 6

Les Gouvernements participants déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations et d'éviter l'introduction de pratiques de concurrence déloyale dans le commerce mondiale de l'huile d'olive, ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

Article 7

Les Gouvernements participants s'engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques, les informations et la documentation nécessaires au Conseil pour lui permettre de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord et, notamment, toutes les indications dont il a besoin pour établir le bilan oléicole et connaître la politique nationale oléicole des Gouvernements participants.

CHAPITRE V

DÉNOMINATIONS ET DÉFINITIONS DES HUILES D'OLIVE

Appellations d'origine et indications de provenance pour le commerce international

Article 8

- 1. La dénomination « huile d'olive » est réservée à l'huile obtenue exclusivement de l'olive, sans mélange avec une huile provenant d'un autre fruit ou graine oléagineuse ou avec une huile provenant de graisses animales.
- 2. Les Gouvernements participants s'engagent à supprimer sur leurs territoires, dans un délai de deux ans à partir de la date à laquelle ils deviennent parties au présent Accord, tout emploi de la dénomination « huile d'olive », seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent article.
- 3. La dénomination « huile d'olive » employée seule ne peut en aucun cas s'appliquer aux huiles de grignons d'olive.

Article 9

- 1. Pour le commerce international, les dénominations des huiles d'olive de différentes qualités sont données dans l'Annexe A au présent Accord, qui précise, pour chaque dénomination, la définition caractéristique correspondante.
- 2. Ces dénominations doivent obligatoirement être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

Article 10

- 1. Les Gouvernements participants s'engagent à prendre toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation respective, assurent l'application des principes et dispositions énoncés aux articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord.
- 2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leur territoire, pour le commerce international, d'appellations d'origine, d'indications de provenance et de dénominations des huiles d'olive contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes

mentions apposées sur les emballages, les factures, les lettres de voiture et les papiers de commerce, ou employées dans la publicité, les marques de fabrique, les noms enregistrés et les rilustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive, pour autant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou prêter à confusion sur l'origine, la provenance ou la qualité des huiles d'olive.

Article 11

- 1. Les appellations d'origine ou les indications de provenance, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'à des huiles d'olive vierges, produites exclusivement dans le pays, la région ou la localité mentionnés, ou en provenant exclusivement.
- 2. Les coupages d'huiles d'olive, quelle que soit leur origine, ne peuvent porter que l'indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles on été conditionnées et exportées du pays qui fournit les huiles d'olive vierges entrant dans le coupage, elles peuvent être identifiées par l'appellation d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition dudit coupage. Lorsqu'il est fait état de la dénomination générique « Riviera », notoirement connue dans le commerce international de l'huile d'olive pour des coupages d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée, cette dénomination doit obligatoirement être précédée du mot « type ». Le mot « type » doit figurer sur tous les emballages en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot « Riviera ».

Article 12

- 1. En ce qui concerne les appellations d'origine et les indications de provenance, les contestations suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre de l'Accord ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes seront examinées par le Conseil.
- 2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après consultation de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée d'un pays principalement importateur et, s'il l'estime opportun, après consultation du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, de la Chambre de commerce internationale et du Bureau international permanent de chimie analytique; en cas d'insuccès et après que tous les moyens auront été mis en œuvre pour arriver à un accord, les Gouvernements des Etats participants intéressés auront le droit de recourir, en dernière instance, à la Cour internationale de justice.

CAPITRE VI

PROPAGANDE MONDIALE

IN FAVEUR DE LA CONSOMMATION D'HUILE D'OLIVE

Programmes de propagande

Article 13

1. Les Gouvernements participants s'engagent à entreprendre en commun une action générale de propagande en faveur de l'huile d'olive, en vue de maintenir dents du présent paragraphe.

- et d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l'utilisation de la dénomination « huile d'olive » telle qu'elle est définie à l'article 8 du présent Accord.
- 2. Ladite action sera entreprise sous une forme éducative et publicitaire et portera sur les caractéristiques organoleptiques et chimiques ainsi que sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.
- 3. Les ressources du Fonds de propagande seront utilisées en tenant compte des critères suivants:
- i) maintien et développement des débouchés actuellement existants;
- ii) création de nouveaux débouchés pour l'huile d'olive;
 - iii) rentabilité des investissements publicitaires.

Article 14

Les programmes généraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l'article 13 ci dessus sont arrêtés par le Conseil, après consultation des organismes et institutions appropriés, en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet.

Article 15

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année, en annexe à son propre budget, un état prévisionel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

Fonds de propagande

Article 16

1. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs s'engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque campagne oléicole, en vue de la propagande commune, une somme équivalente à 300.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique et payable en cette devise. Toutefois, le Conseil peut décider dans quelle proportion chaque Gouvernement est admis à verser sa contribution dans d'autres devises.

Le montant de 300.000 dollars précité peut être augmenté par le Conseil, sans toutefois dépasser 500.000 dollars, à condition que cette augmentation soit acceptée par tous les pays participants principalement producteurs.

Le montant de 300.000 dollars visé ci-dessus peut être réduit si la production totale des pays partics au présent Accord représente moins de 80% de la production mondiale de l'huile d'olive au cours de la période de référence citée à l'article 3. Dans ce cas, le montant de 300.000 dollars est réduit à un montant proportionnel à la fraction que représente la somme des productions des pays principalement producteurs qui sont parties au présent Accord dans la production mondiale.

Par entente spéciale avec le Conseil, les Gouvernements des autres pays participants peuvent verser des contributions au Fonds de propagande. Ces contributions s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en application des alinéas précédents du présent paragraphe.

- 2. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs, tels qu'ils sont définis à l'article 3, contribuent au Fonds de propagande selon le coefficient établi pour chacun d'eux à l'Annexe B du présent Accord. Cependant, le Conseil peut reviser ces coefficients par décision unanime des pays participants principalement producteurs.
- 3. Les contributions au Fonds de propagande des Gouvernements des pays principalement producteurs, non mentionnés à l'Annexe B précitée qui, devienment parties au présent Accord sont déterminées par application à chacun d'eux d'un coefficient fixé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé et calculé en fonction des coefficients figurant à l'Annexe B au présent Accord en ce qui concerne les Gouvernements qui y sont mentionnés.
- 4. Les contributions au Fond de propagande sont dues pour l'exercice financier entier, y compris pour l'exercice au cours duquel sont déposés les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, quelle que soit la date de ce dépôt.
- 5. Les contributions au Fonds de propagande sont exigibles au début de chaque campagne oléicole et, pour la première campagne oléicole du présent Accord, aussitôt après la première session du Conseil, dans les conditions déterminées par celui-ci et dans le respect des dispositions des paragraphes précédents.
- 6. Les contributions au Fonds de propagande des Gouvernements, qui deviennent parties au présent Accord postérieurement à son entrée en vigueur, sont exigibles dès que ces Gouvernements sont devenus parties au présent Accord, pour la campagne oléicole en cours, et ensuite, dans les mêmes conditions que pour les autres parties.
- 7. En cas de retard dans le versement de la contribution au Fonds de propagande, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 33 sont applicables.
- 8. A l'expiration de l'Accord, et sauf reconduction ou renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement anutilisés pour la propagande seront reversés aux Gouvernements participants au prorata du total de leurs contributions à cette propagande pendant la durée de l'Accord international sur l'huile d'olive, 1956 et celle du présent Accord.
- 9. Pour toutes les décisions relatives à la propagande, chaque Gouvernement participant d'un pays principalement producteur dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa contribution au Fonds de propagande au titre du présent article. Chaque fraction de voix résultant de l'application du coefficient établi conformément aux dispositions du présent Accord est comptée pour une voix.

Lorsqu'un pays passe, dans le cadre du dernier alinéa du paragraphe 1 du présent article, une entente spéciale avec le Conseil pour le versement d'une contribution au Fonds de propagande, il acquiert un nombre de voix proportionnel à sa contribution, à condition que l'entente dont il s'agit concerne la période restant à courir jusqu'à l'expiration de l'Accord.

Article 17

L'exécution techique des programmes de propagande poser aux Gouver peut être confiée par le Conseil à des organismes spe- juge opportunes.

cialisés de son choix, représentatifs des activités oléicoles, entre autres à la Fédération internationale d'oléiculture.

Article 18

Le Conseil est habilité à recevoir des dons des Gouvernements ou d'autres origines pour la propagande commune. Ces ressources occasionnelles s'ajoutent au montant du Fonds de propagande déterminé en vertu de l'article 16 du présent Accord.

CHAPITRE VII

MESURES ÉCONOMIQUES

Article 19

- 1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier du présent Accord, en vue de contribuer à la normalisation du marché de l'huile d'olive et de remédier à tout déséquilibre entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes ou d'autres causes, le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Gouvernement participant conformément à l'article 7 du présent Accord, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements non participants intéressés au commerce international de l'huile d'olive et de toute autre documentation statistique pertinente dont il pourrait disposer.
- 2. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements participants annoncent officiellement au Conseil les excédents d'huile d'olive détenus dans leur pays dépassant les exportations normales signalées en vertu du paragraphe 1, qu'ils désirent exporter dans les pays participants ou autres pendant la campagne oléicole en cours.
- 3. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements des pays déficitaires, après évaluation de tous leurs besoins en matière de consommation et d'exportation, annoncent officiellement au Conseil leurs besoins estimatifs d'importations pendant la campagne oléicole en cours.
- 4. Le 1er avril au plus tard, le Directeur du Conseil notifie à tous les Gouvernements participants les estimations d'excédents et de déficits en huile d'olive des pays membres et d'autres pays pendant la campagne oléicole en cours, afin de faciliter des négociations directes entre les entreprises d'exportation et d'importation des pays participants. Les Gouvernements participants communiquent au Conseil aussitôt que possible les résultats positifs, ainsi obtenus, dont ils auraient connaissance.
- 5. Le 31 mai au plus tard, le Conseil procède à une nouvelle estimation globale des ressources et des besoins en huille d'olive et à un nouvel examen de la stuation du marché en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, et il peut proposer aux Gouvernements participants les mesures qu'il juge opportunes.

Article 20

Le Conseil poursuivra ses études en vue de présenter, aussitôt que possible, aux Gouvernements participants des recommandations destinées à assurer la normalisation à long terme du marché oléicole par l'application de mesures appropriées ayant pour objet d'encourager les échanges internationaux.

CHAPITRE VIII

Administration

Conseil oléicole

Article 21

Un Conseil oléicole est chargé d'administrer le présent Accord.

Fonctions du Conseil

Article 22

- 1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes de l'Accord et indépendamment des ses attributions particulières en ce qui concerne le Fonds commun de propagande, le Conseil est chargé de promouvoir l'action de régularisation et d'expansion de l'économie oléicole mondiale par tous encouragements en son pouvoir dans les domaines de la production, des échanges et de la consommation.
- 2. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Gouvernements participants toutes recommandations appropriées concernant:
- 1) l'adoption et l'application d'un contrat-type international pour les transactions sur les huiles d'olive;
- 11) la constitution et le fonctionnement de bureaux d'arbitrage internationaux pour les litiges éventuels en matière de transactions sur les huiles d'olive;
- 111) l'unification des normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive;
- 1v) l'unification des méthodes d'analyse de l'huile d'olive.
- 3. Le Conseil prend toutes dispositions adéquates tendant à la rédaction d'un code des usages loyaux et constants du commerce international de l'huile d'olive, notamment en matière de marges de tolérance.
- 4. Le Conseil prend toutes mesures qu'il juge utiles pour la répression de la concurrence déloyale sur le plan international de la part d'Etats qui ne sont pas parties à l'Accord ou de ressortissants de ces Etats.
- 5. Le Conseil peut également entreprendre des études sur les questions concernant l'huile d'olive, la régularisation du marché oléicole et son expansion.

Il est, en outre, autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale, sous différentes formes, aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes suggestions et recommandations qu'il estime appropriées pour atteindre les objectifs d'ensemble énumérés à l'article des Gouvernements participants, un Président qui n'a premier du présent Accord.

Toutes ces études et tous ces travaux doivent notamment se rapporter au plus grand nombre possible de pays et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

6. Les Gouvernements participants font part au Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l'exsmen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent article.

Article 23

- 1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient à jour la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.
- 2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger utiles et nécessaires.
- 3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.
- 4. Le Conseil peut déleguer au Comité exécutif, constitué dans les conditions spécifiées à l'article 30, l'exercice de chacun de ses pouvoirs et de chacune de ses fonctions, à l'exception de ceux ou de celles qui sont prévus à l'article 16, au paragraphe 1 de l'article 25 et aux paragraphes 2 et 3 l'article 33. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer cette délégation de pouvoirs.
- 5. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge utiles en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.
- 6. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

Composition du Conseil

Article 24

- 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par autant de conseillers que chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.
- 2. Si un Gouvernement participant d'un pays principalement intéressé à l'importation ou à la consommation d'huile d'olive assure la représentation internationale d'un ou de plusieurs territoires dépendants ou autonomes principalement intéressés à la production ou à l'exportation d'huile d'olive, ou vice versa, ce Gouvernement a droit au sein du Conseil, soit à une représentation commune avec les territoires dépendants ou autonomes dont il assure la représentation internationale, soit, s'il le désire, à une représentation distincte du ou des territoires mentionnés ci-dessus.
- 3. Le Conseil élit, parmi les membres des délégations pas le droit de vote et qui demeure en fonction pendant

une campagne oléicole. Dans le cas où le Président est un délégué votant, son droit de vote est exercé par un autre membre de la délégation de son Gouvernement. Le Président n'est pas rétribué.

4. Le Conseill élit également, parmi les membres des délégations des Gouvernements participants, un Vice-président. Si ce Vice-president est un délégué votant, il exerce son droit de vote sauf lorsqu'il assume les fonctions de Président, auquel cas il délègue ce droit à un autre membre de sa délégation. Le Vice-président demeure en fonction pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

Réunions du Conseil

Article 25

- 1. Le Conseil a son siège à Madrid, à moins qu'il n'en décide autrement à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il y tient ses sessions, à moins qu'il ne décide, à titre exceptionnel, de tenir une session particulière en un autre lieu.
- 2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, compte tenu notamment des dispositions de l'article 19 du présent Accord.
- 3. Le Conseil peut être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président. Celui-ci convoque également le Conseil si la demande en est faite:
 - i) par cinq Gouvernements participants;
- ii) par un ou plusieurs Gouvernements participants
 détenant au moins 10% du total des voix;
 - iii) par le Comité exécutif;
- iv) lorsqu'un membre du Conseil fait appel d'une décision dudit Comité en vertu du paragraphe 8 de l'article 30 du présent Accord.
- 4. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 2 du présent article doivent être adressées au moins trente jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Les convocations aux sessions visées au paragraphe 3 du présent article doivent être adressées au moins sept jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Article 26

Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par les deux tiers du total des voix, étant entendu que ce quorum comprend les voix d'au moins deux Gouvernements de pays visés au paragraphe 5 de l'article 3 du présent Accord. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint au jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'article 25, ladite réunion se tient vingt-quatre heures plus tard est la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constitue alors le quorum.

Article 27

Le Conseil peut prendre des décisions, sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Gouvernements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

Article 28

- 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'article 16, le nombre de voix attribué à chaque pays participant est celui figurant à l'Annexe C au présent Accord.
- 2. Toutefois jusqu'à la ratification du présent Accord par chacun des deux pays disposant du plus grand nombre de voix selon l'Annexe C, les dispositions des articles 26, 28, 29 et du paragraphe 1 de l'article 33 de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956 reproduits à l'Annexe D au présent Accord demeurent en vigueur.
- 3. Le nombre de voix attribué aux pays non mentionnés à l'Annexe C qui deviennent parties au présent Accord est déterminé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé en tenant compte de l'importance de ces pays dans l'économie oléicole.

Article 29

- 1. Sauf disposition contraire du présent Accord, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés, étant entendu que cette majorité doit comprendre les voix d'au moins trois pays.
- 2. Le Gouvernement d'un pays participant principalement producteur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement producteur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.
- 3. Le délégué votant d'un pays principalement producteur ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul autre pays principalement producteur.
- 4. Le Gouvernement d'un pays participant principalement importateur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.
- 5. Le délégué votant d'un pays principalement importateur peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote de plusieurs pays principalement importateurs.

Comité exécutif

Article 30

1. Si le Conseil compte au moins dix-huit membres, il désigne un Comité exécutif composé: a) de représentants des Gouvernements de sept pays du groupe des pays principalement producteurs participant à l'Accord, dont cinq ayant les productions d'huile d'olive les plus élévées parmi ce groupe; b) de représentants des Gouvernements de cinq pays du groupe des pays principalement importateurs participant à l'Accord, dont deux réalisant les importations d'huile d'olive les plus élevées, parmi ce second groupe.

- 2. Si le Conseil compte moins de dix-huit membres, Il peut désigner un Comité exécutif, composé, dans la proportion de trois cinquièmes et de deux cinquièmes respectivement de représentants des Gouvernements de pays participants principalement producteurs et de pays participants principalement importateurs.
- 3. Les membres du Comité exécutif sont désignés pour une campagne oléicole sur proposition de chacun des deux groupes mentionnés au paragraphe 1 du présent article. Ils sont rééligibles.
- 4. Le Comité exécutif exerce les pouvoirs et les fonctions du Conseil que celui-ci lui aura délégués aux termes du paragraphe 4 de l'article 23
- 5. Le Président du Conseil préside le Comité exécutif. Il n'a pas le droit de vote.
- 6. Le Comité établit son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.
- 7. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix. Au Comité, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.
- S. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que ce dernier détermine, de toute décision du Comité exécutif, et la décision du Comité exécutif est suspendue jusqu'au moment où est connue l'issue de l'appel. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité exécutif, cette dernière est modifiée en conséquence.

Secrétariat

Article 31

- 1. Le Conseil est pourvu d'un Secrétariat composé d'un Directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil, du Comité exécutif et de ses comités. Le Conseil désigne le Directeur et en fixe les attributions. Les membres du personnel sont nommés conformément à des règles établies par le Conseil; il leur est interdit d'exercer des fonctions en dehors de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois.
- 2. Il est fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du Secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier, direct ou indirect, dans l'une quelconque des diverses branches des activités oléicoles ou qu'ils renoncent à ces intérêts.
- 3. Les fonctions du Directeur et des membres du Secrétariat ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent solliciter, ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.
- 4. Les Gouvernements participants doivent respecter le caractère international des fonctions des membres du Secrétariat et ne doivent pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

CHAPITRE IX

STATUT, IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES

Article 32

1. Dans chaque Etat participant, et pour autant que le permet la législation de cet Etat, le Conseil jouit de la capacaté juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

2. Pour autant que le permet sa législation, le Gouvernement de l'Etat où se trouve le siège du Conseil exempte d'impôts les fonds du Conseil et les traitements versés par le Conseil à son personnel.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 33

- 1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de celles du Président qui sont supportés par le Conseil, sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. La cotisation au budget administratif de chaque Gouvernement participant, pour chaque campagne oléicole, est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté.
- 2. Au cours de sa première session, le Conseil vote un budget administratif couvrant la première campagne oléicole et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant.

Par la suite, chaque année, au cours de la session d'octobre, le Conseil vote son budget administratif pour la campagne oléicole correspondante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant pour ladite campagne.

- 3. La cotisation initiale de tout Governement participant qui devient partie au présent Accord en vertu de l'article 36 est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix attribuées à ce Gouvernement et de fraction de l'année restant à courir jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour la campagne oléicole en cours ne sont pas modifiées.
- 4. Les cotisations prévues au présent article sont exigibles au début de chaque campagne oléicole pour laquelle elles ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil.
- 5. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne eléicole pour laquelle cette cotisation a été fixée est suspendu de son droit de voia jusqu'à ce qu'il ait acquité sa cotisation. Toutefois à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.
- 6. Après la session d'avril, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et des ses dépenses au cours de la campagne oléicole précédente.
- 7. En cas de dissolution, et avant celle-ci, le Conseil prend les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation du solde créditeur existant à la date d'expiration du présent Accord.

CHAPITRE XI

COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISMES

Article 34

Le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les organismes et institutions appropriés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, et de coopérer avec eux. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre aux représentants de ces organisations d'assiter à ses réunions.

CHAPITRE XII

CONTESTATIONS ET RÉCLAMATIONS

Article 35

- 1. Toute contestation, autre que celles qui sont visées à l'article 12, relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglée par voie de négociations, est à la demande d'un Gouvernement participant et partie au différend, déférée au Conseil pour décision, aprés avis, le cas échéant, d'une Commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur du Conseil.
- 2. L'avis motivé de la Commission consultative est soumis au Conseil, qui tranche en tout cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.
- 3. Une plainte selon laquelle um Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déférée au Con seil, qui prend une décision en la matière, après avis, le cas échéant, de la Commission consultative visée au paragraphe 1 du présent article.
- 4. Un Gouvernement participant peut, par un vote du Conseil, être reconnu coupable de manquements au présent Accord.
- 5. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Gouvernement des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit du vote du Gouvernement en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l'Accord.

CHAPITRE XIII

SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION, ADHESION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 36

- 1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 30 juin 1963 à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive 1963.
- 2. Le présent Accord sera soumis par les Etats signataires à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation, conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui sera le Gouvernement dépositaire de l'Accord.
- 3. Le présent Accord est ouvert à l'adhesion de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire. Après l'entrée en vigueur dudit Accord, tout autre Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pourra y adhérer.

- 4. Le présent Accord entrera en vigueur le 1er octobre 1963 si les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré, ou à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront satisfaites. Toutefois, dans le cas où seuls les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'auraient ratifié, accepté, approuvé ou y auraient adhéré au 1er octobre 1963, les dits Gouvernements pourraient décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur à cette date.
- 5. Un Etat devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément au paragraphe 4 du présent article, si cette date est postérieure à l'autre.
- 6. L'accord peut entrer provisoirement en vigueur. A cette fin, si un Gouvernement signataire notifie au Gouvernement dépositaire, le 30 septembre 1963 au plus tard, qu'il s'engage à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de l'Accord, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 7. Les Gouvernements signataires qui n'ont pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord, mais qui ont effectué la notification prévue au paragraphe précédent du présent article, peuvent, s'ils le désirent, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateurs sans droit de vote.
- 8. Les Gouvernements signataires qui ont effectué la notification prévue au paragraphe 6 du présent article peuvent également informer le Gouvernement dépositaire qu'ils s'engagent à appliquer provisoirement le présent Accord. Tout Gouvernement qui aurait pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme partie au présent Accord, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche: la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le ler octobre 1964. Si au 1er octobre 1964 ce Gouvernement n'a pas encore déposé un tel instrument, il cesse, à moins que le Conseil n'en décide autrement, d'être considéré provisoirement comme partie à l'Accord, mais il peut, s'il le désire, participer aux travaux du Conseil en qualité d'observateur sans droit de vote.
- 9. Le Gouvernement dépositaire notifie à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture toute signature, ratification, acceptation, approbation du présent Accord ou adhésion à ce dernier et informe ces Gouvernements de toutes réserves ou conditions y afférentes. Il informe également tous les Gouvernements participants de toute notifi-

cation reçue conformément au paragraphe 6 du présent article et de tout engagement notifié conformément au paragraphe 8.

CHAPITRE XIV

DURÉE, AMENDEMENT, SUSPENSION, RETRAT, EXPIRATION, RENOUVELLEMENT

Article 37.

- 1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1967, à moins que les conditions pour l'entrée en vigueur prévues au paragraphe 4 de l'article 36 ne cessent d'être remplies.
- 2. Le Conseil adressera aux Gouvernaments participants, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant la reconduction ou le renouvellement du présent Accord.
- 3. A l'expiration du présent Accord, et sauf en cas de reconduction ou de renouvellement de celui-ci, les opérations dont le Conseil a la charge et les fonds dont il assure l'administration seront liquidés dans les conditions fixées par le Conseil, compte tenu des dispositions du présent Accord.

Pour l'application de ces dispositions et des autres clauses se rapportant à la liquidation, le Conseil poursuivra sa mission aussi longtemps qu'il sera nécessaire et il exercera les pouvoirs et les fonctions qui lui sont confiés par le présent Accord dans toute la mesure nécessaire pour terminer sa tâche.

4. Si un Accord destiné à reconduire ou à renouveler le présent Accord a été négocié, et si, avant l'expiration du présent Accord, il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet, mais si ce nouvel Accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, à la date d'expiration du présent Accord, le présent Accord sera prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel Accord sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser 12 mois.

Article 38

- 1. En cas de circonstances qui, de l'avis du Conseil ou d'un Gouvernement participant, entravent ou menacent d'entraver le fonctionnement du présent Accord, le Conseil peut recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.
- 2. Si le Gouvernement intéressé en fait la demande, la procédure de vote par correspondance établie par l'article 27 est employée.
- 3. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvermement participant doit notifier au Gouvernement dépositaire s'il accepte ou non un amendement recommandé en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article.
- 4. Si, avant la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent article, tous les Gouvernements le Gouvernement dépositaire en informe le Conseil, qui participants acceptent un amendement, celui-ci entre examine la question soit à sa première session, soit à

- en vigueur immédiatement après réception par le Gouvernement dépositaire de la dernière acceptation. Le Gouvernement dépositaire en avise immédiatement le Conseil.
- 5. Si, à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent article un amendement n'est pas accepté par les Gouvernements participants détenant deux tiers des voix, cet amendement n'entre pas en vigueur.
- 6. Si, à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays participants détenant deux tiers des voix, mais non par les Gouvernements de tous les pays participants:
- a) L'amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant motifié leur acceptation aux termes du paragraphe 3 du présent article au commencement de la campagne oléicole qui suit la fin du délai fixé, conformément aux dispositions de ce paragraphe;
- b) Le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l'acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigneur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui ne l'ont pas accepté font savoir au Conseil, avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable; les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi et ceux qui n'ont pas fait connaître leur décision sont automatiquement suspendus du présent Accord à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Toutefois, si l'un de ces Gouvernements prouve au Conseil qu'il a été empêché d'accepter l'amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d'ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifié sa décision au Conseil.
- 7. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 6 du présent article, ainsi que les règles nécessaires à l'application des dispositions du présent article.

Article 39

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas le présent Accord, ou en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification, à une acceptation ou à une approbation, il le notifie au Gouvernement dépositaire. Dès réception de cette notification, le Gouvernement dépositaire en informe le Conseil, qui examine la question soit à sa première session, soit à

ume de ses sessions ultérieures tenue dans le délai d'un mois au plus après réception de la notification. Si, après examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à considérer que ses inténets sont gravement lésés, il peut se retirer de l'Accord en notifiant son retrait au Gouvernement dépositaire dans un délai de trente jours après notification de la décision du Conseil.

- 2. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent article, s'applique dans les cas suivants:
- a) Lorsqu'un Gouvernement participant déclare que des raisons indépendantes de sa volonté l'empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord;
- b) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont dangereusement lésés par le retrait d'un autre Gouvernement participant ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l'article 42 de tout ou partie des territoires non métropolitains que représente un autre Gouvernement participant;
- c) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont gravement lésés par une mesure qu'un autre Gouvernement participant a prise, si la dite mesure n'est pas rapportée ou modifiée conformément aux recommandations que le Conseil, saisi d'une réclamation, aura formulées à ce sujet;
- d) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts ont été gravement lésés par une décision que le Conseil a prise dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés ou par voie d'amendement com me il est prévu à l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'article 38.
- 3. Un Gouvernement participant peut, par notification au Gouvernement dépositaire, se retirer de l'Accord s'il est engagé dans des hostilités.
- 4. Tout retrait effectué conformément aux dispositions des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 ou à celles des paragraphes 1 et 3 entrera en vigueur à partir de la date de réception de sa notification définitive par le Gouvernement dépositaire.

Article 40.

Le Gouvernement dépositaire informe sans tarder tous les Gouvernements participants de toute notification de retrait qui a été porté a sa connaissance aux termes de l'article 39 du présent Accord.

Article 41

- 1. Tout Gouvernement participant qui se retire ou qui est suspendu de l'Accord pendant la durée de son application est tenu de s'acquitter des versements qu'il devait effecteuer au Conseil et de respecter tous les engagements qu'il aurait contractés antérieurement à la date d'effet de son retrait ou de sa suspension.
- 2. Tout Gouvernement participant qui se retire de l'Accord pendant la durée de son application ne peut prétendre à aucune part du produit de la liquidation des actifs du Conseil à l'expiration dudit Accord.

CHAPITRE XV

APPLICATION TERRITORIALE

Article 42

- 1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Accord ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Gouvernement dépositaire que l'Accord s'étend à tout ou partie des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, et l'Accord s'applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.
- 2. Conformément aux dispositions de l'article 39 relatives au retrait, tout Gouvernement participant peut notifier au gouvernement dépositaire le retrait séparé du présent Accord de tous les territoires non métropolitains ou de l'un quelconque des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale.
- 3. Le Gouvernement dépositaire informera les Gouvernements participants de toutes notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole et française font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

ANNEXE A

DÉNOMINATIONS ET DÉFINITIONS DES HUILES D'OLIVE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

- 1. Huiles d'olive vierges (Note: on peut également employer l'expression « pure huile d'olive vierge »): Huiles d'olive obtenues par des procédés mécaniques à l'exclusion de tout mélange avec d'autres huiles d'autre nature ou obtenues de façon différente. Elles sont classées comme suit:
- a) Extra: huile d'olive de goût parfaitement irréprochable et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 1 gramme pour 100 grammes.
- b) Fine: huile d'olive remplissant les conditions des extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique qui devra être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes.
- c) Courante (Note: on peut également employer l'expression « semi-fine » à la place de « courante »): huile d'olive de bon goût et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes avec une marge de tolérance de 10 pour 100 sur celle exprimée.
- d) Lampante: huile d'olive de goût défecteux ou dont l'acidité exprimée en acide oléique est supérieure à 3,3 grammes pour 100 grammes.

- 2. Huiles d'olive raffinées (Note: on peut également employer l'expression « huile d'olive pure raffinée »): Obtenues par le raffinage des huiles d'olive vierges.
- 3. Huiles pures d'olive: constituées par un coupage d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée. Les coupages peuvent également constituer des types dont les caractéristiques peuvent être déterminées de gré à gré entre les acheteurs et les vendeurs.
- 4. Huiles de grignons d'olive: obtenues par traitement au solvant des grignons d'olive.
- 5. Huiles de grignons d'olive raffinées: obtenues par le raffinage des huiles, mentionnées au paragraphe 4 et destinées à des usages alimentaires. (Note: le mélange d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge d'habitude destiné à la consommation intérieure de certains pays producteurs est dénommé « huile de grignons raffinée et d'olive ». Ce mélange ne pourra, en aucun cas, être denommé simplement « huile d'olive »).
- 6. Huiles de grignons d'olive pour usage technique: toutes autres huiles provenant de grignons d'olive.

ANNEXE B

COEFFICIENTS AFFECTÉS A CHACUN DES PAYS PRINCIPALEMENT PRODUCTEURS CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE CALCUL DES CONTRIBUTIONS A VERSER AU FONDS DE PROPAGANDE

Algérie					1,67
Espagne		•			4 5,33
Grèce					4,00
Israël					$0,\!25$
Italie					33,67
Libye					0,41
Maroc					1.00
Portugal					2,34
Tunisie					10.90
Turquie					1,33
1					
		Тота	L		100,00

ANNEXE C

PAYS PRINCIPALEMENT PRODUCTEURS

Algérie			•								40
Espagne							•				420
Grèce .											180
Israël .											20
Italie .											4 20
Libye .											25
											40
Portugal											120
Tunisie								•			110
Turquie		•	•	•	•	•	•	•	•	•	100

PAYS PRINCIPALEMENT IMPORTATEURS

Autriche													8
Belgique										•			3
France.			•	•							•		8 5
Luxembou													3
Républiqu	ie :	Fé	dér	ale	ď	Al	lem	ag	ne	•		•	5
Royaume	Un	i	•		•			٠		•	٠	•	5
Sénégal		•	•	٠	•	•	•	•		•	£	•	8

ANNEXE D

ARTICLES 26, 28, 29 ET 33 (PARAGRAPHE 1) DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE DE 1956

Article 26

Les représentants détenant deux tiers des voix des pays principalement producteurs et deux tiers des voix des pays principalement importateurs constitueront ensemble le quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'article 25 ci-dessus, ladite réunion se tiendra trois jours plus tard et la présence de représentants dérenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

Article 28

- 1. Les Gouvernements parties au présent Accord sont répartis en deux groupes: celui des pays principalement producteurs et celui des pays principalement importateurs.
- 2. Les Gouvernements des pays principalement producteurs disposent au Conseil d'une voix par millier de tonnes métriques d'huile d'olive produite en moyenne par campagne pendant la période 1949-1950 à 1954-1955, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.
- 3. Les Gouvernements des pays principalement importateurs disposent au Conseil d'un nombre de voix égal à 25 pour 100 du nombre de voix attribuées aux Gouvernements des pays principalement producteurs. Ces voix sont réparties entre eux en proportion de la moyenne de leurs importations pendant les années 1951 à 1954, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.
 - 4. Il n'y aura pas de fraction de voix.
- 5. Si un Gouvernement participant déclare se prévaloir des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 pour demander la représentation séparée d'un ou de plusieurs territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, ce ou ces territoires sont classés dans le groupe correspondant à leur principale activité oléicole sans que le nombre des voix dont disposent au total les Gouvernements participants et leurs territoires représentés séparément puisse être modifié de ce fait.

Article 29

- 1. Le Conseil déterminera lors de sa première session le nombre de voix revenant à chaque Gouvernement participant conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.
- 2. Par la suite, le Conseil rajustera ou redistribuera les voix attribuées aux Gouvernements participants:
- a) lorsqu'un Gouvernement accède au présent Accord;
 - b) lorsqu'un Gouvernement se retire de l'Accord;
- c) dans les circonstances prévues au paragraphe 2 de l'article 24 et à l'article 41.

Article 33 (paragraphe 1)

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cotisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement de pays principalement producteur participant pour chaque campagne oléicole est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté; la cotisation des pays principalement importateurs sera fixée par accord spécial entre chacun d'eux et le Conseil, compte tenu de leur importance dans l'économie oléicole.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Albanie:

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Algérie:

LAYACHI YAKER

29 juin 1963

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

BARON BEYENS

28 juin 1063

(Cette signature est donnée pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise)

Pour la Birmanie:

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:

Pour la Bulgarie:

Pour le Burundi:

Pour le Cambodge:

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour Ccylan:

Pour la Colombie:

Pour le Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (Lcopoldville):

Pour la Côte-d'Ivoire:

Pour le Costa Rica:

Pour Cuba:

Pour le Tchad:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour Chili:

Pour la Chine:

Pour Chypre:

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:

Pour l'Equateurs

Pour l'Espagne:

JAVIER ELORZA Madrid, 28 junio 1963

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Fédération de Malaisie!

Pour la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland :

Pour les Philippines:

Pour la Finlande:

Pour la France:

ARMAND DU CHAYLA 28 juin 1963

Pour le Gabon:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Spyros Capetanides 29 juin 1963

Sous réserve de ratification ultérieure.

Pour le Guatémala:

Pour la Guyane Britanique:

Pour la Guinée:

Pour Haîti:

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Irak:

Pour l'Iran:

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour Israël: YAIR BEHAR 25 de junio de 1963 Pour l'Italie: GIAN GIACOMO THIENE 21 giugno 1963 Pour la Jamaïque: Pour le Japon: Pour la Jordanie: russie: Pour le Kowëit: Pour le Laos: Pour le Ruanda: Pour le Liban: Pour la Roumanie: Pour la Libéria: Pour le Salvador: Pour la Libye: Pour le Sénégal: Pour le Luxembourg: Pour la Sierra Leone: Pour Madagascar: Pour la Syrie: Pour le Mali: Pour la Somalie: Pour le Maroc: Le 20 juin 1963 AHMED LARAKI Pour le Soudan: Pour 1le Maurice: Pour la Suède: Pour la Mauritanie: Pour la Suisse: Pour le Mexique: Pour l'Afrique du Sud! Pour la Mongolie: Pour la Thaïlande: Pour le Népal: Pour le Tanganyika: Pour le Nicaragua: Pour le Togo: Pour le Niger: Pour la Trinité et Tobago: Pour la Nigéria: Pour la Tunisie: Pour la Norvège: HAMUDA SFAXI Pour la Turquie: Pour la Nouvelle-Zélande: NUREDDIN VERGIN Pour les Pays-Bas: Pour l'Ouganda: Pour le Pakistan: Pour le Panama: Pour l'Uruguay: Pour le Paraquay: Pour le Venezuela: Pour le Pérou: Pour le Viet-Nami Pour la Pologne: Pour le Yémen: Pour le Portugal: Pour la Yougoslavie: 28 juin 1963 Luis da Camara Pinto Coelho Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la République Arabe Unie: Pour la République Centrafricaine: Pour la République de Chorée: Pour la République Dominicaines Pour la République Fédérale d'Allemagne! Pour la République Socialiste Soviétique de Biéle-Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraines 22 juin 1965 28 juin 1963 Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

> Visto d'ordine del Presidente della Repubblica Il Ministro per gli affari esteri FANFANI

UMBERTO PETTINARI, direttore

June 28, 1963

GEORGE P. LABOUCHERE

PREZZO L. 400